



DRYLANDS RESEARCH

Working Paper 32

ÉVOLUTION À LONG TERME DES PRODUCTIONS AGRICOLES, DU SYSTÈME DE COMMERCIALISATION ET DES PRIX DES PRODUITS DANS LA ZONE DE MARADI

Seyni Hamadou

2000

Drylands Research
Crewkerne, Somerset, Royaume-Uni

La première version de ce profil a été préparé pour l'atelier sur les rapports entre politiques gouvernementales et investissements paysans dans les régions semi-arides, tenu à Maradi (Niger) le 21 juin, 2000.

Les recherches présentées dans le présent document de travail s'inscrivent dans le cadre de **L'Étude de Kano-Maradi sur les évolutions à long terme**, financée par l'Economic and Social Committee on Research (ESCOR) du Department for International Development (DFID), ministère britannique du développement (Projet R7221) et la Fondation Leventis. Les informations fournies et opinions exprimées n'engagent en aucune manière le DFID ou la Fondation Leventis.

ISSN 1470-9384

© Drylands Research 2000

Mise en page : Drylands Research. Impression : Press-tige Print, Crewkerne.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ni transmise sous une forme ou par un moyen quelconque (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans l'autorisation préalable et écrite de l'éditeur.

Préface

Les documents de travail du Drylands Research présentent en version préliminaire les résultats d'études entreprises en association avec des chercheurs et institutions partenaires.

Le présent document de travail s'inscrit dans le cadre d'une étude visant à établir les liens entre modifications à long terme de l'environnement, croissance démographique et évolutions technologiques, et à repérer les politiques et les institutions aptes à favoriser un développement durable. Cette étude se situe dans le prolongement d'un projet entrepris par l'Overseas Development Institute (ODI) dans le district de Machakos, au Kenya, dont les résultats préliminaires ont été publiés par l'ODI en 1990-1991 dans une série de documents de travail. Ces travaux ont également donné lieu à un ouvrage (Mary Tiffen, Michael Mortimore et Francis Gichuki, *More people, less erosion : environmental recovery in Kenya*, John Wiley, 1994), présentant une synthèse et une interprétation de la dynamique du développement physique et social à Machakos. Cet ouvrage fait état d'un ensemble d'hypothèses et de recommandations en matière de politiques qu'il est nécessaire de tester dans d'autres milieux semi-arides de l'Afrique. A l'aide de méthodologies compatibles, quatre études ont été parallèlement menées dans les pays suivants :

Kenya	District de Makueni	
Sénégal	Région de Diourbel	(en association avec l'ISRA et le CSE)
Niger	Département de Maradi	(en association avec l'ODI et l'Université Abdou Moumouni, Niamey)
Nigeria	Région de Kano	(en association avec l'ODI et Ahmadu Bello University, Zaria)

Une série de documents de travail et une synthèse étaient produites pour chaque étude et passées en revue dans le cadre d'ateliers nationaux. La synthèse générale était examinée à l'occasion d'un atelier international organisé à Londres en janvier 2001.

Dans la série consacrée au Niger et Nigeria, les auteurs se sont penchés sur les évolutions à long terme de l'agriculture et du monde rural afin d'établir des liens entre celles-ci et les investissements consentis par les petits exploitants dans la région de Maradi au cours de la période 1960-2000.

M. Michael Mortimore est Responsable des recherches. Il est assisté par son collègue Mme Mary Tiffen. Le Chef de l'équipe nigérienne est le Dr Yamba Boubacar de l'Université Abdou Moumouni. Ils peuvent être contactés aux adresses suivantes :

Michael Mortimore
Cutters' Cottage, Glovers' Close
Milborne Port, Sherborne DT9 5ER

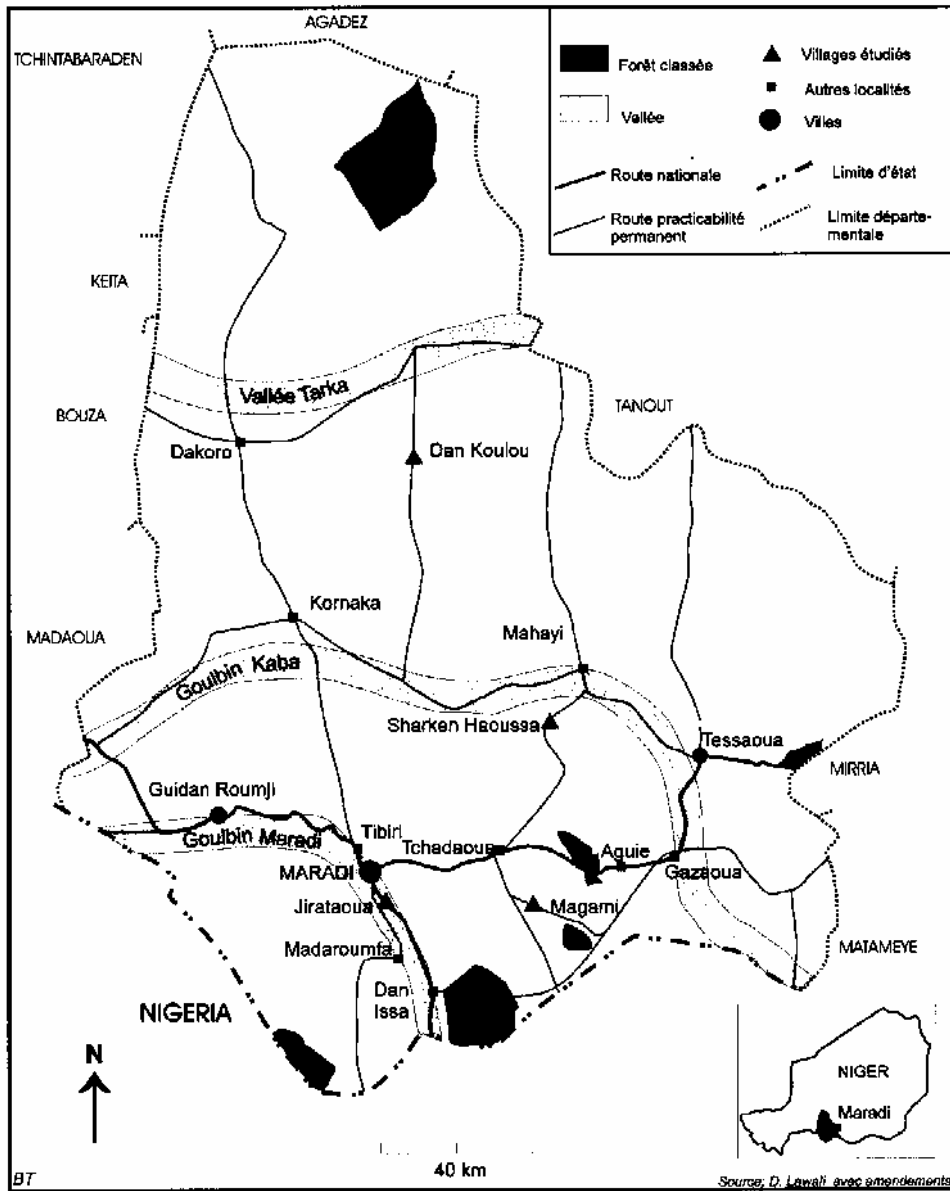
Mary Tiffen
Orchard House, Tower Hill Road
Crewkerne, Somerset TA 18 6BJ

Courrier électronique :
Mikemortimore@compuserve.com
Mary@marytiff.demon.co.uk

Dr Yamba Boubacar
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université Abdou Moumouni
BP 10960
Niamey
République du Niger

Courrier électronique :
Depgeo@intnet.ne

Carte



Résumé

Ce document examine les changements effectués par les agriculteurs au niveau des productions agricoles en réponse à l'évolution des marchés et aux politiques suivies au cours des 40 dernières années. Les agriculteurs ont fait varier les associations de plantes cultivées afin de répondre à la création de nouveaux marchés au Nigeria, aux changements de prix et à l'introduction de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse et d'autres techniques de production agricole. La vente de céréales est faite à contrecœur mais la production de mil a continué à progresser afin de satisfaire les besoins des populations locales, en dépit d'une réduction du soutien financier de l'Etat au niveau du crédit et des projets depuis 1985. Le niébé a été substitué à l'arachide en tant que principale culture de rente et la culture du souchet a pris de l'importance dans certaines régions en raison de la demande au Nigeria.

Les interventions de l'Etat dans le secteur commercial entre 1960-80 ont amené des distorsions et une dette publique élevée. Après l'effondrement du boom de l'uranium, le gouvernement a été forcé dans les années 1980 de liquider ou de privatiser des entreprises publiques. Les réseaux marchands locaux ont permis d'assurer une expansion continue du commerce des produits agricoles et des intrants.

Les ventes de bétail sont importantes. Elles permettent de financer la consommation des ménages, les investissements dans des activités non agricoles et les équipements agricoles. Les secteurs prioritaires actuels au niveau de l'investissement sont l'élevage et l'acquisition de terres.

Abstract

This paper describes the evolution of the production, yields and marketing of the main rainfed crops in Maradi Department over the past 40 years. Farmers have varied the mix of crops that they plant in order to respond to new markets in Nigeria, price changes, and the introduction of new drought-resistant crops and other agricultural production technologies. Total areas cultivated have mirrored the national pattern of reduced groundnut production and increased food crop production, including cowpeas.

A fall in millet production between 1964 and 1975 was less than the national average, and strong growth in millet production 1976-84 (4.78% p.a.) has been attributed by many authors to the expansion of cultivated areas and to government investments in agriculture via projects and credit supply, especially via the Maradi Rural Development Project (PDRM). Between 1985-98 the growth in grain production has continued, albeit at a lower pace, in spite of reduced government spending.

Cowpeas increasingly took the place of groundnuts as the key cash crop though there has been a small recovery in groundnuts since 1985. The preference for cowpeas is attributed to the negative impact of drought and parasites on groundnut yields, the introduction of a drought resistant cowpea variety, and high prices for cowpeas in Nigeria. Recently souchet (tiger nut) has become an important crop for farmers in parts of Maradi Department because the Nigerian demand for this crop has grown.

In Maradi Department yields for the four main crops (millet, sorghum, groundnuts and cowpeas) have all shown a slight declining trend. However, crop yield declines in

Maradi Department are lower than the national average for Niger, attributed to the greater use of agricultural inputs and new production techniques.

Since 1923 the crop marketing system and infrastructure in Maradi Department has developed progressively, leading to a good coverage of rural markets. After independence an intervention policy provided marketing infrastructure and replaced private sector trade in groundnuts (dominated by Europeans, Syrians, and Lebanese) with public sector organisations. The 1970s uranium boom allowed for high levels of government spending and the establishment of aggressive state marketing institutions that tried to regulate and control the cereal and cowpea trade. This led eventually to distortions to the market and high levels of government debt. When the uranium boom ended the government was obliged in the 1980s to sell off or close public sector organisations. Markets served by local trader networks that reached down to the village level have assured the continued growth of produce marketing and input supply. Since devaluation in 1994, exports from Niger to Nigeria have increased considerably, due to favourable prices for agricultural exports. However, local traders have to compete hard against Nigerian traders.

Survey data from study villages indicate that sales of cereals are undertaken only during emergencies. Groundnut, cowpeas, tiger nut, sesame and cotton sales provide cash. This revenue is used to purchase cereals or invest in animals. Real prices for cereals remained stagnant from the 1970s to 1994, when they rose dramatically after the devaluation of the CFA. This rise initially led to a large rise in production, but since 1996 real prices for grains have been falling. Farmers and markets respond quickly to relative price changes and exchange rate fluctuations with Nigeria by varying the crops produced and offered to the markets for sale. They also respond quickly to government policies that impact directly upon prices, including those concerning tariffs, taxes, subsidies and import/export controls.

Livestock sales are important for capital accumulation. This finances household consumption, investments in off-farm enterprises and equipment for agricultural production. In the study villages current priorities for household investment are livestock and land.

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	1
2	EVOLUTION DES PRODUCTIONS AGRICOLES	2
2.1	Au plan national	2
2.2	A l'échelle du département de Maradi	4
3	EVOLUTION DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES	12
3.1	Pendant la période coloniale	12
3.2	Au lendemain de l'indépendance	14
3.3	L'avènement des Programmes d'Ajustement Structurel	16
3.4	Depuis la dévaluation du franc CFA	17
3.5	Conclusion sur l'évolution du commerce des produits agricoles	18
4	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES	18
4.1	Déterminants du commerce à l'échelle des ménages	18
4.2	Déterminants du commerce transfrontalier	20
5	CONCLUSION	26
	ANNEXE 1 : INFORMATIONS SUR MARADI	28
	ANNEXE 2 : MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR LA DÉTERMINATION DES PRIX RÉELS DU MIL, DU SORGHO, DU NIÉBÉ ET DU COTON	31
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32

Remerciements

Au terme de cette étude, je tiens à remercier les chefs de villages ainsi que toutes les populations de Dan Kullu, Sharken Hausa, Magami et Jiratawa pour leur disponibilité constante durant toute la phase de terrain. Ces remerciements s'adressent également aux cadres techniques et aux paysans qui ont participé activement à l'atelier de restitution tenu à Maradi.

L'auteur

Seyni Hamadou, agro-économiste, chargé de recherche à l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN) mène depuis 1992, des activités de recherche sur la commercialisation des produits agricoles au Niger. Il s'intéresse également aux études d'impact de la recherche agricole ainsi qu'à la gestion efficiente des éléments minéraux dans les systèmes de production mixte agriculture - élevage au Sahel.

Adresse : BP 12 503, Niamey, Niger
E-mail: inran@intnet.ne
hseyni@yahoo.com

Sigles et acronymes

AHA :	Aménagements Hydro - Agricoles
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COPRO-NIGER :	Société de Commerce et Production du Niger
DPV :	Protection des Végétaux
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine (US \$1 = 1998 : FCFA 589,95, 1999 : FCFA 615,70)
MAGEL :	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MCI :	Ministère du Commerce et de l'Industrie
OPVN :	Office des Produits Vivriers du Niger
PDRM :	Projet de Développement Rural de Maradi
PIB :	Produit Intérieur Brut
SIM :	Système d'Information sur le Marché des céréales
SIP :	Société Indigène de Prévoyance
SMDR :	Société Mutuelle de Développement Rural
SONARA :	Société Nigérienne de Commercialisation de l'Arachide
UCA :	Unité de Culture Attelée
UNCC :	Union Nigérienne de Crédit et de Coopération
ZAE:	Zone Agro-écologique

1 INTRODUCTION

En 1994, l'étude sur les évolutions à long terme du district de Machakos au Kenya (Tiffen *et al.*, 1994) a révélé un véritable boom démographique qui en l'espace de 60 ans, a fait multiplier par 3 voire 5, les densités de population dans les différentes Zones Agro-écologiques (ZAE) du district. Les analyses ont montré aussi que les paysans ont su tirer profit de la forte concentration humaine en réinvestissant dans l'agriculture, ce qui a permis de lutter contre la dégradation de l'environnement, confirmant ainsi la thèse de Boserup (1965). Néanmoins, les auteurs ont souligné la nécessité de différencier les régions d'Afrique où le faible investissement dans l'agriculture peut provenir, soit de l'inadaptation des politiques, soit de la très faible densité, soit des conditions naturelles émanant du climat ou du sol. Pour ce faire, il a été suggéré d'élargir les investigations en Afrique sahélienne à trois pays : le Niger, le Nigeria et le Sénégal. Dans le cas du Niger, l'étude se focalise sur le département de Maradi situé au centre-est du pays, subdivisé en six arrondissements (Aguié, Dakoro, Guidan Roumji, Madarounfa et Tessaoua).

A l'instar du district de Machakos et des autres régions du pays, Maradi a été soumis à une forte croissance démographique au cours de ces dernières années. Les données de la Direction de la Statistique et de la Démographie (DSD) montrent que la population du département est passée de seulement 561 000 habitants en 1960 à plus de 1 385 000 en 1988 (croissance de 3,52%/an) et à environ 1 972 000 en 1998 (projections faites avec un taux de croissance démographique de 4,24% l'an). Cette importante croissance démographique a fait passer les densités de seulement 13,4 hab./km² en 1960 à 33,1 en 1988. Avec les mêmes projections de populations, cette densité devrait dépasser 47 hab./km² en 1998. Aussi, convient-il de signaler, la forte urbanisation de la ville de Maradi dont le taux a été multiplié par quatre en l'espace de 40 ans, passant de 2,73% en 1960 à 12% en 1998 (Niger, MP, 1991).

D'après Raynaut (1980) cette explosion démographique s'est soldée par une remise en cause du système traditionnel de production avec l'éclatement des champs collectifs. Face à cette situation, trois questions méritent d'être posées. En premier lieu, on peut se demander si les champs individuels ont la capacité de dégager des surplus commercialisables pour les besoins d'une population sans cesse croissante. En second lieu, dans cette zone soumise à l'influence du Nigeria, on peut s'interroger sur les principaux déterminants de la participation au marché des agriculteurs et éleveurs. Enfin, on est en droit de se demander si les politiques conduites ont favorisé ou non l'investissement dans l'agriculture.

Dans ce profil qui traite de l'évolution de la production, de la commercialisation et des prix des produits agricoles, ces grandes interrogations seront abordées à travers l'examen des principaux changements qu'a connus la zone de Maradi au cours des 30 à 50 dernières années. Cette analyse se fera à partir des données secondaires complétées par des enquêtes menées en 1999 dans quatre villages du département de Maradi à savoir : Dan Kullu au nord (zone de transition), Sharken Hausa au centre (zone agropastorale), Magami et Jiratawa au sud (zone agricole)¹. Ce document qui donne les grandes lignes de cette réflexion s'articule au tour de trois points:

¹ Annexe 1, tableau A1 en donne les détails.

- Le premier aborde le profil d'évolution des superficies, des productions et des rendements de mil, sorgho, arachide et niébé qui sont les principales productions agricoles.
- Le second traite de la commercialisation en la plaçant également dans un contexte historique débutant bien avant la colonisation.
- Enfin, le troisième examine les principaux déterminants de la participation des paysans à la commercialisation de leurs produits. Le caractère transfrontalier du commerce a amené à examiner également ces déterminants.

2 EVOLUTION DES PRODUCTIONS AGRICOLES

2.1 Au plan national

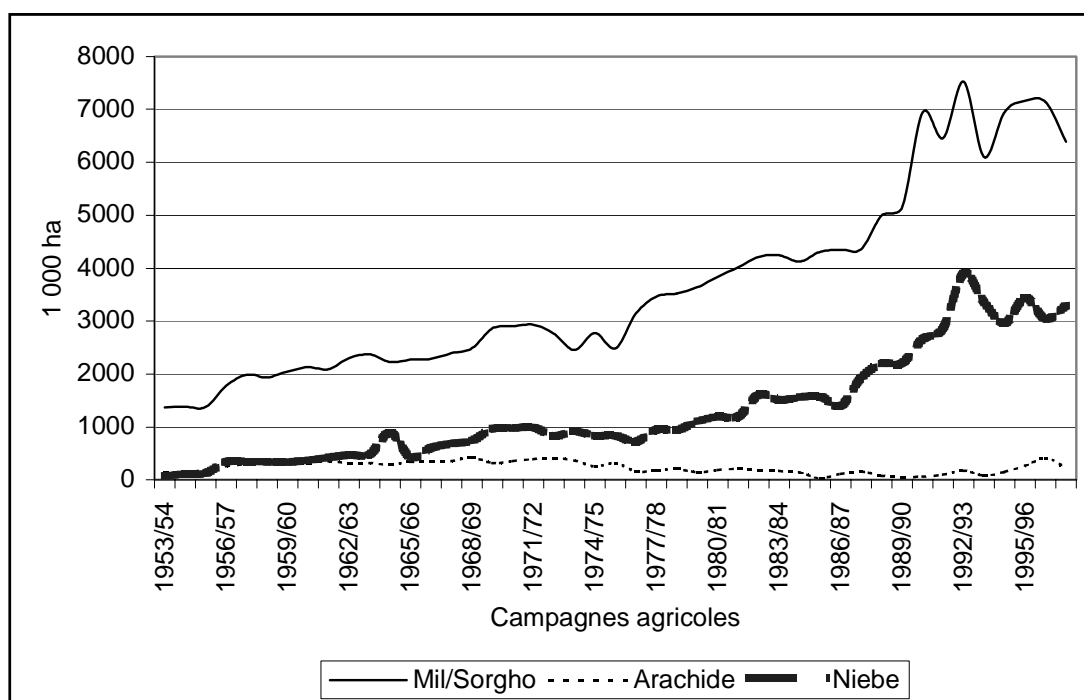
Au plan national, l'agriculture nigérienne qui constitue la principale activité des populations porte sur des produits variés que l'on peut tout de même regrouper en trois catégories en fonction du mode de production et de la nature de l'apport hydrique. Ainsi, peut-on distinguer d'une part, les cultures pluviales constituées essentiellement des céréales traditionnelles, mil et sorgho et des légumineuses notamment, l'arachide et le niébé. D'autre part, on retrouve les cultures irriguées dominées principalement par le riz cultivé sur les AHA modernes à vocation rizicole le long du fleuve Niger. Enfin, il y a les cultures de décrues et de bas-fond qui occupent la saison froide. Elles sont d'introduction récente, en particulier depuis la sécheresse de 1983/84 et portent sur les cultures maraîchères, les tubercules, etc.

Il convient de mentionner qu'il s'agit d'une agriculture de subsistance et de ce fait elle a de tout temps été dominée par les cultures vivrières, notamment le mil et le sorgho, qui occupent à eux seuls, près de 70% des superficies annuellement emblavées (figure 1).

Trois périodes charnières peuvent être retenues dans l'évolution de cette agriculture. Pour plus de détail sur cette périodisation, on pourra se référer au profil traitant de l'évolution de la politique agricole du Niger (Hamadou, 2000). De la fin de colonisation jusqu'à la grande famine de 1973 où la politique prônée visait la modernisation de l'économie à partir des exportations d'arachide, l'ensemble des productions agricoles a vu leurs superficies augmenter. Cependant, cette augmentation a été plus importante pour les cultures de rente. De 1953 à 1973 par exemple, le taux d'accroissement annuel des superficies était de 4% pour le mil, 2% pour le sorgho, 6% pour l'arachide et 12% pour le niébé. Toutefois, on retiendra que ces évolutions se sont opérées dans un contexte de dégradation des conditions climatiques ayant engendré le désintérêt progressif des populations vis à vis de l'arachide au profit du niébé principalement cultivé en association avec le mil. La famine de 1973 a marqué un tournant décisif dans cette substitution du niébé à l'arachide (figure 2).

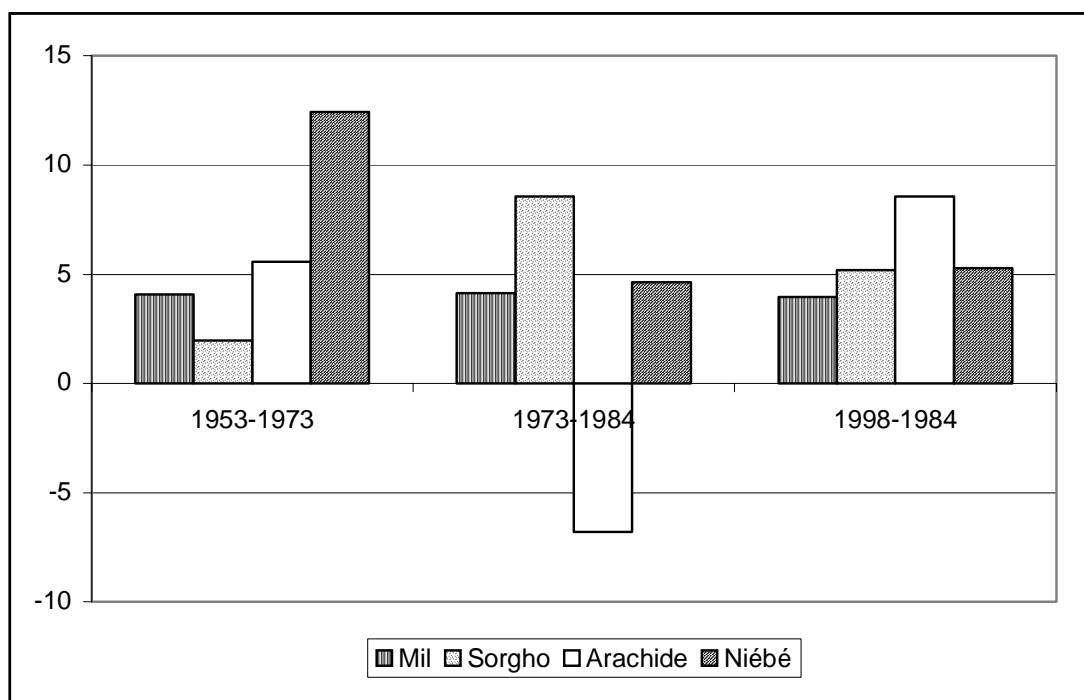
Pendant la période allant de 1973 à 1984 où le Niger a opté pour une stratégie d'autosuffisance alimentaire, le mil, le sorgho et le niébé ont vu leurs superficies augmenter au détriment de l'arachide dont les superficies ont diminué de 6% tous les ans. Du fait du caractère relativement intensif de la culture d'arachide, cette situation s'est traduite par une baisse de la production de seulement 0,12% tous les ans.

Figure 1 : Evolution des superficies des principales cultures au Niger, 1953-1998



Source : D'après données MAGEL.

Figure 2 : Taux d'accroissement annuel des superficies des principales productions agricoles du Niger (%)



Source : D'après données MAGEL.

Enfin depuis 1984 où le Niger a été sous ajustement et où la politique gouvernementale a prôné la diversification des productions en vue de l'amélioration des revenus des ruraux, on a assisté à un renversement de situation avec le retour progressif de l'arachide dans les systèmes de production. De 1984 à 1998, le taux d'accroissement annuel des superficies a été de l'ordre de 8,5 %.

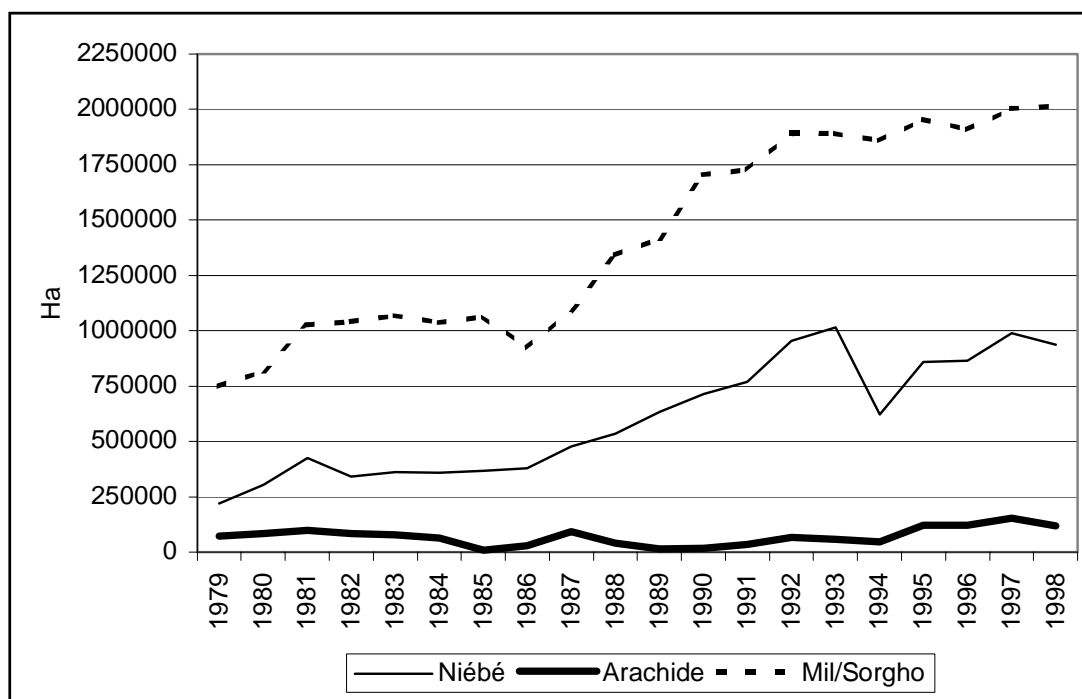
2.2 A l'échelle du département de Maradi

Bien que les données disponibles (Cf. Annexe 1) ne couvrent qu'une période relativement courte (1979-1983), l'analyse révèle des informations concordantes avec le niveau national.

Les superficies

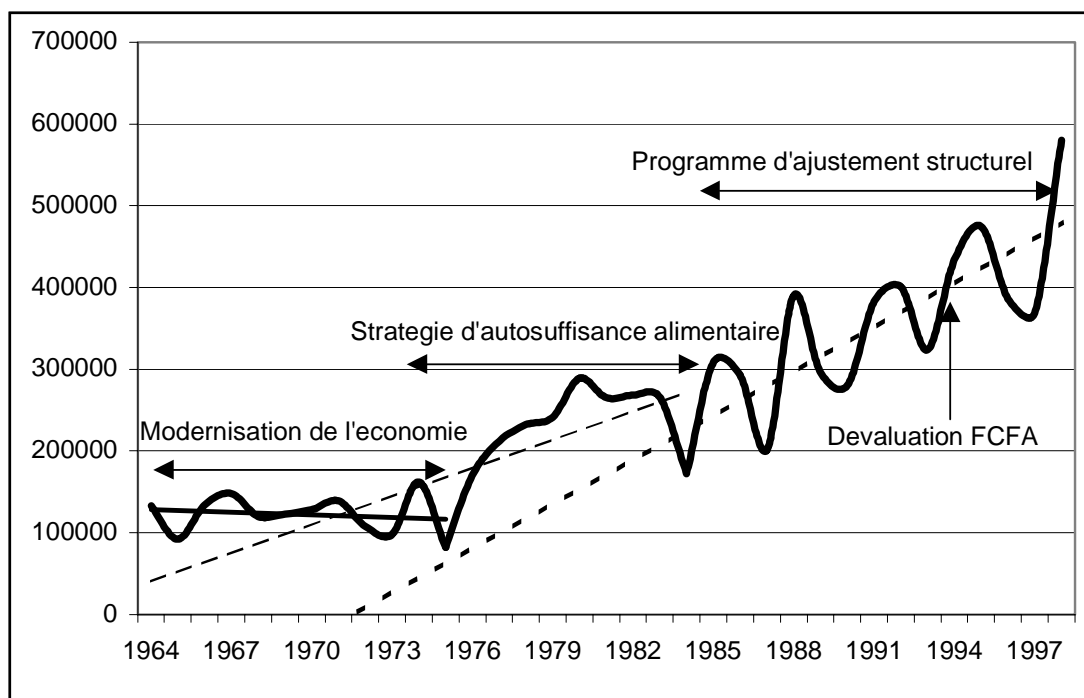
Durant la période de 1979 à 1998, l'évolution des superficies permet de distinguer deux phases. La première qui va de 1979 à 1986 se caractérise par une importante diminution des superficies de l'arachide (-11,82% l'an) contre un fort accroissement annuel des superficies du sorgho 6,35% et du niébé 8,05%. La seconde période qui démarre en 1987 se caractérise par une forte extension des superficies emblavées avec un taux d'accroissement annuel estimé à 6,93% pour le mil, 6,41% pour le sorgho, 7,86% pour le niébé et 12,17% pour l'arachide (figure 3).

Figure 3 : Evolution des superficies des principales cultures à Maradi, 1979-1998



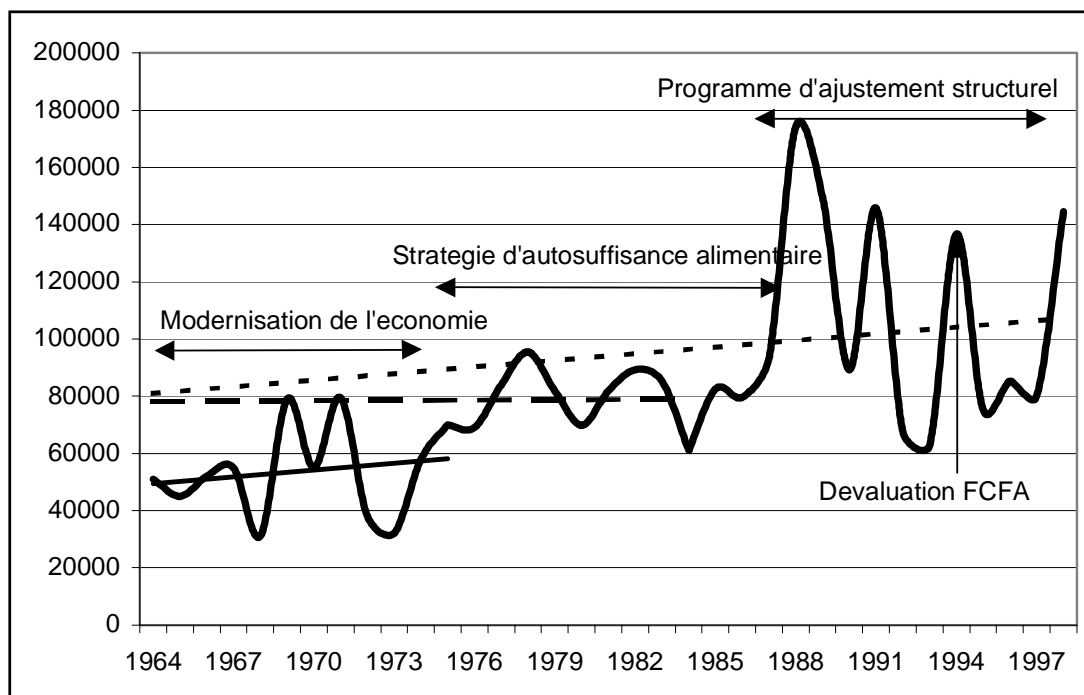
Source : Données MAGEL.

Figure 4 : Evolution de la production de mil dans le département de Maradi, 1964-1998



Source : D'après données MAGEL.

Figure 5 : Evolution de la production de sorgho dans le département de Maradi, 1964-1998



Source : D'après données MAGEL.

Les productions céréalières

Il s'agit du mil (figure 4) et du sorgho (figure 5) pour lesquels, l'évolution de la production permet de distinguer trois principales périodes, chacune correspondant à une phase des options de politique agricole (Hamadou, 2000). Le mil est plus important que le sorgho (Annexe 1, tableau A3).

La première période va de 1964 à 1975. Au cours de celle-ci, il y a eu une tendance à la baisse de la production de mil avec un taux de croissance annuel négatif de $-0,40\%$. Ce taux qui est resté faible en comparaison avec le niveau national ($-5,85\%$) a stabilisé la production du département autour de 125 000 tonnes. Pour le sorgho cultivé dans les zones de dépression, la période a été marquée par de fortes variations inter annuelles de la production de sorte que le taux d'accroissement annuel est resté faible : $0,65\%$.

Comme on le voit, l'évolution des productions s'est caractérisée de façon globale, par d'importantes fluctuations qui se sont traduites par des coefficients de variation de $49,75\%$ pour le mil, $41,49\%$ pour le sorgho, $8,66\%$ pour le niébé et $82,22\%$ pour l'arachide. Cette situation s'explique en partie par la pluviométrie qui a été très variable au cours du temps (voir Mortimore, 2000, figure 2).

On remarquera également que cette période couvre la première décennie d'indépendance au cours de laquelle les autorités ont tenté d'asseoir une politique de modernisation de l'économie. Malheureusement, la fin de la période a été marquée par une dégradation des conditions climatiques, le point culminant ayant été atteint en 1973, lorsque le Niger a accusé un déficit céréalier de plus de 300 000 tonnes et perdu plus de 4 millions de têtes de bétail. La conséquence politique de ce drame a été l'avènement des militaires au pouvoir avec le renversement, le 15 avril 1974, du régime civil en place depuis le 3 août 1960, date de l'indépendance.

En ce qui concerne la seconde période, elle va de 1976 à 1984. Durant cette phase, les productions céréalières sont rentrées dans une phase de forte augmentation avec un taux de croissance annuel de $4,78\%$ pour le mil et de $0,61\%$ pour le sorgho. Cette performance s'explique par l'effet conjugué de plusieurs facteurs dont le premier porte sur l'amélioration des conditions climatiques avec le retour des pluies tandis que le second porte sur l'accroissement des superficies. Enfin, on peut retenir les options de politique agricole adoptées par les nouvelles autorités qui, dès leur prise de pouvoir, ont opté pour une stratégie d'autosuffisance alimentaire. On a assisté alors à la multiplication des AHAs, y compris un petit projet à Jiratawa, Maradi en 1981. Plus important pour le Département, le Projet de Développement Rural de Maradi (PDRM) a démarré en 1976. Il visait l'amélioration de la productivité de l'agriculture à travers l'amélioration des pratiques traditionnelles grâce à un encadrement rapproché des paysans (Hamadou, op. cit.).

Durant cette période de fort interventionnisme, plusieurs autres actions ont été entreprises en direction du monde rural : subvention du prix des intrants agricoles, encadrement rapproché des producteurs et soutien des prix à la production. Par ailleurs, l'approvisionnement des producteurs en intrants est devenu l'un des axes d'intervention de la puissance publique. Cet objectif a été poursuivi à travers tous les programmes sectoriels de mise en œuvre de la politique agricole, à savoir : "Le Programme Triennal 1976-78", "Le Plan Quinquennal de développement économique et social 1979-

1983 ”, “ Le Programme Intérimaire de Consolidation (PIC) 1984-85 ” et “ Le Plan de développement économique et social du Niger 1987-1991 ”. A la faveur de ces mesures, les importations officielles d’engrais ont connu un bond qualitatif en passant de moins de 3 000 tonnes au début des années 70 à plus de 10 000 tonnes au début des années 80. Le circuit officiel de distribution était basé sur les projets qui intervenaient selon deux modalités : vente à crédit aux exploitants de leurs zones respectives et vente à crédit pour les résidents extérieurs. Dans le cas du PDRM, les statistiques permettent d’estimer à quelque 1 000 tonnes (tableau 1), les tonnages d’engrais annuellement distribués (Niger, DDP, 1985).

Enfin, depuis 1985, le trend croissant de la précédente période s’est maintenu avec toutefois, un taux légèrement inférieur pour le mil (3,71%) et très légèrement supérieur pour le sorgho (2,21%). On remarquera que cette période démarre avec l’avènement du Programme d’Ajustement Structurel (PAS) qui consacre le désengagement de l’Etat des activités de production et de commercialisation. Cependant, l’augmentation de la production ne saurait être attribuée aux seules réformes engagées. En effet, il faut y voir non seulement, la poursuite de l’accroissement des superficies, mais également, les effets induits des actions entreprises par les projets initiés au cours de la période précédente au rang desquels, le PDRM.

Les productions de rente

Il s’agit essentiellement de l’arachide et du niébé (figure 6) pour lesquels les productions ont évolué en sens inverse. Pour l’arachide, on note en effet, une nette diminution de la production qui est passée d’une moyenne de 110 000 tonnes au début des années 60 à 90 000 tonnes dans les années 70 et seulement 46 000 tonnes au début des années 80. Ce n’est que vers le début des années 90 que l’on note une reprise de la production qui est passée de 900 tonnes en 1985 à plus de 53 000 tonnes en 1998.

En ce qui concerne le niébé, on note une constante progression de la production qui est passée de seulement 8 000 tonnes au début des années 60 à plus de 100 000 tonnes au début des années 80. Puis, la production a chuté continuellement jusqu’en 1984 où elle a été inférieure de 1 000 tonnes avant de croître de nouveau jusqu’à atteindre le niveau record de 174 000 tonnes en 1998. En reprenant la même périodisation que les céréales, on note les évolutions ci – après:

Entre 1964 et 1974, il ressort une baisse de la production de l’arachide de l’ordre de 8,55% par an contre une augmentation de 12,06% pour le niébé. L’effondrement de la production d’arachide s’explique par les effets conjugués de la sécheresse, des attaques parasitaires et de la croissance démographique qui ont poussé les producteurs à réduire les superficies au profit des productions vivrières et du niébé dont une variété résistante à la sécheresse (TN 4-69) a été récemment vulgarisée (Niger, DDP, 1985)

Tableau 1 : Engrais livrés par le PDRM dans sa zone d'intervention (tonnes)

<i>Arrondissements</i>	1983				1984			
	P. super simple	15-15-15	Urée	Total	P. super simple	15-15-15	Urée	Total
Aguié	137,4	0	65,2	202,6	240	0	30	270
Guidan Roumji	140,6	0	143	283,6	435	0	106	541
Madarounfa	90,5	16	58,1	164,6	275	41	73	389
Tessaoua	108,2	0	19,6	127,8	121	0	46	167
Dakoro	9,5	0	2,5	12	0	0	0	0
Mayahi	21,2	0	1,8	23	10	0	10	20
Total	507,4	16	290,2	813,6	1081	41	265	1387

Source : Niger, DDP (1985).

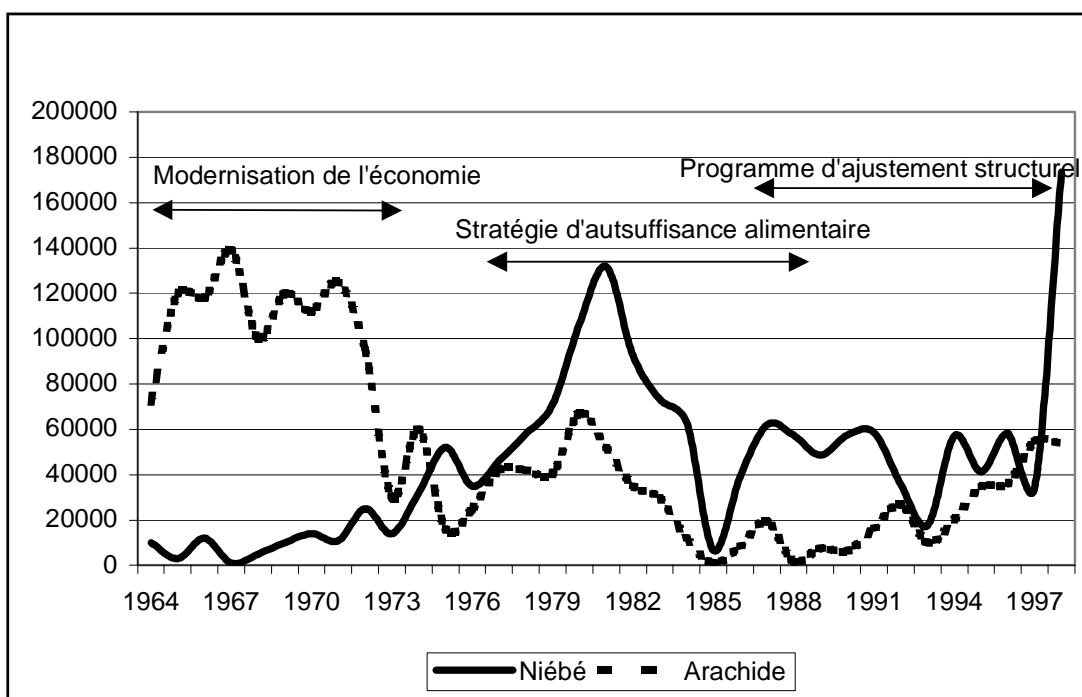
Tableau 2 : Proportion des terres occupées par les différentes cultures en 1998

Villages	Mil/ sorgho	Niébé	Arachide	Oseille	Souchet	Maïs	Sésame	Légumes	Coton	Tabac	Manioc
Dan Kullu	59,6	1,6	34,7	4,1	0	0	0	0	0	0	0
Shariken Hausa	53,2	14,6	30,8	1,4	0	0	0	0	0	0	0
Magami	52,2	14,1	26,2	2,9	2,4	0,6	0,9	0,8	0	0	0
Jiratawa	64,8	0,7	16,7	0	0	2,8	0,9	4,6	7,5	1,7	0,4

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Pour la période allant de 1975 à 1984, on note les mêmes tendances: la production d'arachide a continué à baisser au rythme annuel de 0,84% tandis que celle du niébé a augmenté au rythme annuel de 6,22%. Cette période a coïncidé avec le boom de l'uranium à l'occasion duquel, l'Etat nigérien a opté pour la réduction de la pression fiscale, ce qui a été le moteur de l'essor de l'arachide. En 1977 en effet, l'impôt sur le bétail et le minimum fiscal individuel ont été totalement abolis tandis que le niébé a fait l'objet d'un commerce intense avec le Nigeria où les prix étaient très intéressants (Grégoire, 1986).

Figure 6 : Evolution des productions d'arachide et de niébé dans le département de Maradi



Source : D'après données MAGEL.

Enfin, depuis 1985, on note une tendance à la reprise de la culture de l'arachide: la production a augmenté au rythme annuel de 13,60% tandis que le niébé a maintenu sa progression, avec un rythme annuel de 6,13%.

Il convient de mentionner qu'aux côtés de ces cultures traditionnelles, le système de production s'est beaucoup diversifié. Entre 1994 et 1998 par exemple, les données du MAGEL font apparaître l'occupation spatiale ci – après : mil (40,58%), niébé (28,55%), sorgho (24,47%), arachide (3,77%), oseille (*Hibiscus sabdariffa*) (1,15%), sésame (*Sesamum indicum*) (1,07%), souchet (*Cyperus* spp.) (0,32%), voandzou (*Voandzeia subterranea*) (0,05%) et coton (0,04%).

Pour la campagne agricole 1998/99, les données des villages échantillon font apparaître à peu près la même configuration pour les principales cultures tandis que le souchet se retrouve uniquement à Magami dans des proportions de 2,4% des superficies

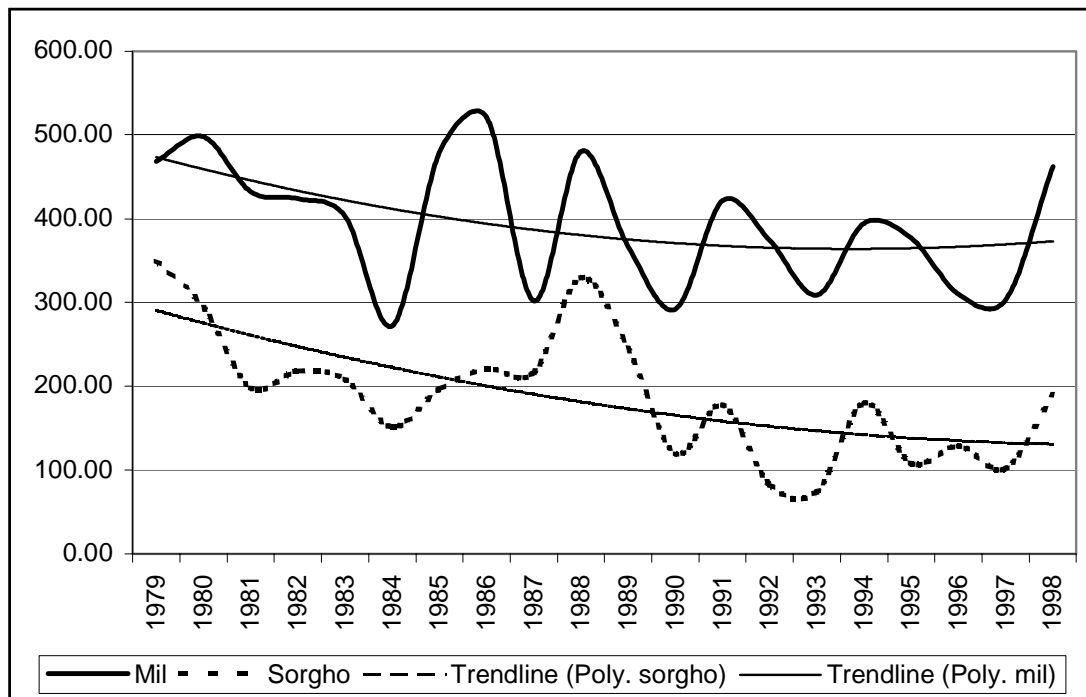
emblavées. Enfin, on retiendra que le système est beaucoup plus diversifié à Jiratawa du fait notamment de l'existence de l'AHA, créé en 1981.

L'évolution des rendements

L'examen de l'évolution des rendements fait apparaître une tendance à la baisse pour les quatre principales productions agricoles. En effet, depuis le début des années 80 par exemple, on note pour les principales cultures, les évolutions ci-après (figures 7 et 8).

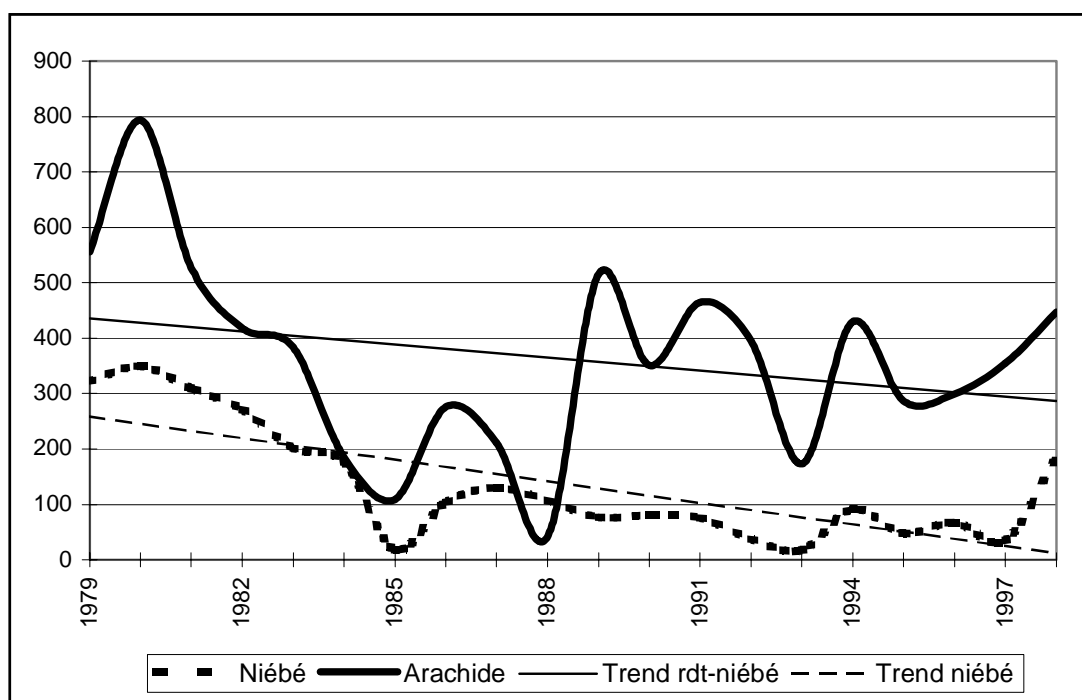
- Augmentation de la production de mil au rythme annuel de 4,73% contre 4,80% pour les superficies. Cette situation s'est traduite par une très légère baisse des rendements, estimée à 0,07% par an.
- Augmentation de la production de sorgho au rythme annuel de 3,03% contre 6,39% pour les superficies ce qui a engendré une baisse des rendements de l'ordre de 3,15% par an ;
- Pour l'arachide et le niébé, on observe les mêmes évolutions que pour les céréales. Alors que les superficies emblavées ont augmenté respectivement de 7,93% et 2,66%, les productions ont chuté dans les proportions de 4,82% et 1,49%. Comme conséquence, il y a eu une baisse annuelle des rendements qui s'est chiffrée à 2,88% pour l'arachide et 1,44% pour le niébé.

Figure 7 : Rendements du mil et du sorgho, 1979-1998 (kg/ha)



Source : D'après données MAGEL.

Figure 8 : Rendements de l'arachide et du niébé, 1979-1998 (kg/ha)



Source : D'après données MAGEL.

Toutefois, la baisse des rendements dans la zone de Maradi doit être relativisée. En effet, en comparant les rendements obtenus dans le département avec les moyennes nationales, il apparaît que la performance relative de l'agriculture dans le département de Maradi a été caractérisée notamment par une baisse moins importante des rendements en comparaison avec le niveau national (tableau 3).

Tableau 3 : Taux d'accroissement annuel des superficies, productions et rendements du mil, sorgho, niébé et arachide dans le département de Maradi en comparaison avec le niveau national, 1979-1998 (%)

	Mil			Sorgho			Arachide			Niébé		
	Sup.	Sup.	Rdts.	Sup.	Sup.	Rdts.	Sup.	Sup.	Rdts.	Sup.	Sup.	Rdts.
M	4,80	4,73	-0,07	6,39	3,03	-3,15	7,93	4,82	-2,88	2,66	1,49	-1,44
N	2,30	0,39	-1,87	5,21	-1,00	-5,91	2,53	-0,06	-2,52	5,92	-2,36	-7,82

Source : D'après Hamadou, 1999c.

M = Maradi ; N = Niger ; Sup. = superficies ; Prod. = productions ; Rdts. = rendements

Cette performance de l'agriculture dans le département résulterait des profonds changements qui ont affecté cette région du fait de l'intervention des projets de productivité mais également de la proximité du Nigeria. Comme le notent Luxerau et Roussel (1997 : 53) la région de Maradi est caractérisée par un fort taux d'utilisation d'intrants agricoles et les transformations de l'agriculture qui portent à la fois sur les semences, les productions et les techniques sont partout visibles. Les enquêtes

effectuées montrent en effet que 52,1% des chefs d'exploitations font un apport de fumier contre 43,8% pour les engrais minéraux.

Tableau 4 : Utilisation de la fumure organique et minérale au niveau des exploitations enquêtées

Type d'apport	Pourcentage
Aucun apport	2,8
Fumier	52,1
NPK (15 – 15 – 15)	21,1
NPK (20 – 10 – 10)	1,4
Phosphate super simple	7
Urée	12,7
Engrais indéterminés	1,6
Total	100

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

3 EVOLUTION DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

La fonction commerciale de Maradi est très importante aujourd'hui, ce qui lui confère le rôle de capitale économique du Niger. Cependant, cette situation émane d'un long processus qui a abouti à la transformation radicale de cette société initialement guerrière (David, 1964). Tout au long du 19^{ème} siècle en effet, l'Etat de Maradi a été en perpétuel conflit avec l'Emirat de Sokoto et comme le souligne Grégoire (1986 : 49), cette situation a fait de la ville de Maradi, une cité repli où se sont retranchées les populations haoussas qui ont réussi à se soutirer de l'hégémonie Peule.

Du fait de l'insécurité qui y régnait, le commerce était très peu développé et le marché essentiellement dominé par le mil, le sorgho et accessoirement l'oseille. Le commerce du bétail n'était pas non plus développé; l'élevage était surtout contemplatif, chaque pasteur /éleveur cherchant à avoir le plus grand troupeau de la région. Les seuls cas de vente de bétail se faisaient essentiellement pour payer les impôts. Il a fallu attendre l'arrivée des colons français et britanniques pour voir la situation changer radicalement.

La pacification de la région qui a découlé de la colonisation a engendré un rapide développement du commerce caravanier et à dos d'ânes qui s'est développé rapidement entre Maradi (dans le Territoire militaire du Niger) et les villes de Kano et Katsina (au Nigeria), entités désormais séparées par des frontières politiques dont le tracé a été révisé à trois reprises : 1904, 1906 et 1910 (Grégoire, 1986 : 54).

3.1 Pendant la période coloniale

L'installation des firmes européennes

Le développement du commerce au lendemain du tracé des frontières a amené l'administration française à instaurer une frontière douanière dès 1913. Grégoire (1986)

fait remarquer que l'application de cette mesure a engendré l'émigration des commerçants de l'autre côté de la frontière. Il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale pour voir l'administration française initier des actions en vue de contenir le flux de migration des populations vers le Nigeria, mais aussi, de relancer l'économie locale. On assistera alors à la mise en place de l'économie de traite marquée par la création d'infrastructures modernes et l'installation des maisons de commerce européennes.

Pour les infrastructures, d'après Grégoire, (1986) elles ont porté sur les pistes rurales (à partir de 1921), le marché de Maradi (1923) et enfin, la première ligne de téléphone (1924). Pour les maisons de commerce, Grégoire (1986) fait remarquer que Gottanègre et Ambrosini ont été les deux premières à s'installer, respectivement en 1923 et 1925. Elles ont été suivies entre 1934 et 1937, par la Compagnie du Niger Français (CNF), la Société Commerciale de l'Ouest Africain (SCOA) et la Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO). L'installation de ces maisons a entraîné un rapide essor de la production de l'arachide, en particulier, au lendemain de la seconde guerre mondiale où de nouvelles variétés ont été introduites (*Dan Dakar*) tandis que la France a garanti l'achat à des prix supérieurs au cours mondial.

L'organisation de la traite

Dès les premières heures, la traite arachidière a été réglementée à l'image de ce qui se faisait au Sénégal : les producteurs étaient régulièrement approvisionnés en semences sélectionnées à travers les Sociétés Indigènes de Prévoyance (SIP) et plus tard, les Sociétés Mutuelles de Développement Rural (SMDR). Parallèlement, un arrêté fixait tous les ans, les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne ainsi que les points d'achats. Jusqu'au début des années 30, les maisons de commerce avaient recours aux services d'intermédiaires étrangers, Nigériens, Libanais et Syriens qui sillonnaient les marchés de brousse. Il faut attendre 1935, pour voir le premier nigérien commencer à collecter l'arachide (Grégoire, 1986). Cependant, l'essor rapide de la production a profondément modifié cette donne.

D'une part, les points de vente se sont multipliés et sont passés de seulement deux en 1923 (Tarna et Maradi), à une vingtaine à la fin des années 50, et plus de trente en 1960 (tableau 5). D'autre part, la collecte a vu de plus en plus l'implication d'intermédiaires nationaux principalement recrutés dans les milieux de la chefferie. L'intervention de ces derniers était régie par une convention à travers laquelle, ils recevaient, en début de campagne, les fonds nécessaires pour leur intervention sur les marchés. En fin de campagne, ils étaient rémunérés par l'octroi d'une commission (Grégoire, 1986).

Plus tard, l'envahissement du marché par les commerçants européens, libanais et syriens venus du Kano a entraîné une vive concurrence entre les acteurs. Sous la pression des firmes européennes, l'administration coloniale est intervenue pour orienter la production vers les aires d'achats sous leur emprise, marquant ainsi, la création de réseaux permanents d'achats faisant intervenir plusieurs niveaux hiérarchiques : agence générale (firmes d'import – export), agences régionales (succursales des firmes et commerçants européens), agences locales (succursales et commerçants libano-syriens et africains) et enfin, acheteurs africains (Grégoire, 1986).

Tableau 5 : Evolution des places de marché créées dans le département de Maradi, 1923-1960

1920-1923	1925-1950	1951-1960	De 1960 à aujourd'hui
Tarna, Maradi	Guidan Roumji, Madarounfa, Dan Issa, Tibiri, Sabon Machi, Tessaoua, Gazaoua, Tchadoua, Dan Kullu, Koudou, Magami, Gaworo, Ja Taka, Dan Kama, Gabaouri	Sharken Hausa, Mayayi, Tchatché, Goula, Atchilafia, Tchibiri, Kizon Kourétché, Jiratawa, Dan Goma, Dan Mallam, Baja, Mellawa, Dan Boka, Tchéguil	El Kolta, Dan Issa, Aguié, Sarkin Yama, Dakoro, Koono, Arrawa, Bougouzawa, Debi, Gangara, Gayagou, Kakou, Madobi, Maigaoudi, Mallam Daweye, Ragami, Rogogo, Agé Korja, Aka, Ali Dan Dabi, Bouza, Chakafada, Dan Goulbi Kakade, Djani, El Chaibou, Guidan Mayaki, Intouila, Kaya, Kombaki, Sadali, Sakabal, Batchiaka, Dogon Farou, Kabra, N'walla Sofoua, Souloulou, Atchida Kofoto, Dan Kourigaou, Elkochi, Moulle, Tokeraoua Taboli, Arha Wake, Attentane, Dan Baou, Dan Mairo, El Kalla, Guidan Yari, Guilguije, Issawane, Kanebakache, Koudou Baraou, Liass, Mairere, Sarkin Arewa, Sarkin Moussa, Socop, Tchiatche, Wangarawa, Yamboye, Dan Ai, Dodori, Gabaouni, Garere, Guidan Gobdi, Kaoutchi Kaba, Karfi Gatari, Korgom, Mai Guizawa, Mai Jirgui, Maikorga, Ourafane, Ouro, Sankomi, Sarba,

Source : D'après Grégoire (1986) et données du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI).

3.2 Au lendemain de l'indépendance

Phase de modernisation de l'économie

Tout au long de la première décennie d'indépendance, la volonté politique de modernisation de l'économie s'est concrétisée par le désir étatique de fonder un secteur public qui puisse prendre en main les activités économiques modernes, notamment le service public, la distribution d'eau et d'électricité (Société Anonyme pour la Fourniture d'Electricité : SAFELEC), les communications (Office des Postes et Télécommunication : OPT), l'information (Office de Radio Diffusion et Télévision du Niger : ORTN), mais également, le secteur bancaire (Banque de Développement de la République du Niger : BDRN), les transports (Société Nationale des Transports Nigériens : SNTN) et enfin le secteur industriel (Société Nigérienne du Textile : NITEX, Huilerie : SICONIGER). Dans le secteur rural, on a assisté à la création de trois importantes sociétés en 1962.

En premier lieu, il y avait l'Union Nigérienne de Crédits et de Coopération (UNCC) dont les missions principales portaient sur la coordination de l'action de la population rurale, le développement de la pratique du crédit mutuel et la coopération. Placée en

amont des filières de production des cultures de rente, l'UNCC a favorisé l'organisation des paysans en coopératives qui se sont substituées aux SIP et aux SMDR.

En second lieu, il y avait la Société Nigérienne de commercialisation de l'arachide (SONARA) chargée de rationaliser les opérations de commercialisation dans le cadre de la réglementation du marché arrêtée par le gouvernement. A cet effet, elle était habilitée à effectuer toutes les opérations commerciales se rattachant à l'achat, au stockage, au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'exportation et à la vente des arachides. La SONARA bénéficiait du monopole des ventes de l'arachide destinée à l'exportation, rôle dévolu auparavant aux maisons européennes. Pour faciliter la collecte de l'arachide, Grégoire, (1986) fait remarquer que pas moins de 10 nouveaux marchés ont été créés : Sharken Hausa, Mayayi, Tchatché, Goula, Atchilafia, Tchibiri, Kizon Kourétché, Jiratawa, Dan Goma, Dan Mallam, Baja, Mellawa, Dan Boka et Tchéguil.

Enfin, il y avait la société de commerce et de production du Niger (COPRO-NIGER) chargée dans un premier temps, de l'achat et de la vente de l'arachide, des produits vivriers et des produits de première nécessité (lait concentré, thé, farine de blé, tissus et cigarettes). A partir de 1969, la COPRO-NIGER a disposé de points de vente sur l'ensemble du territoire et s'est vue dotée du monopole pour l'importation des produits de première nécessité (Grégoire, 1986).

La naissance de ces sociétés a réduit considérablement l'influence des maisons européennes qui se sont trouvées désormais, confinées dans le simple rôle d'intermédiaires (organisme stockeur) de la SONARA, au même titre que les collecteurs privés qu'ils avaient jusqu'ici utilisés. Cependant, c'est surtout après l'application, à partir d'octobre 1968, de l'arrêté n°68/143 du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, du Commerce et de l'Industrie (MAECI) que ces firmes ont perdu définitivement leur rôle. L'article 4 de cet arrêté, avait prévu en effet, le transfert de la fonction de stockage exercée jusqu'ici par les firmes européennes et autres agents libanais et syriens, aux organismes à caractère public, parapublic et coopératif (Arrêté n°68/143).

A la fin des années 60, lorsque le Niger était le deuxième exportateur d'arachide de l'Afrique de l'Ouest, la filière était totalement contrôlée par la puissance publique à laquelle elle assurait l'essentiel des recettes d'exportation. En 1967 par exemple, les recettes d'exportations des arachides qui se chiffraient à 9,7 milliards de FCFA dépassaient le budget de l'Etat arrêté à 9,3 milliards (Niger, MP, 1991). Malheureusement, les conditions climatiques ont commencé à se dégrader, entraînant une baisse des productions agricoles alors même que le pays amorçait une phase de croissance démographique et d'urbanisation.

Pendant le boom de l'uranium

Cette période a démarré deux années avant le premier choc pétrolier de 1973 qui a favorisé le marché de l'uranium et s'est étendue jusqu'au début des années 80. Les ressources générées par les exportations du minerai ont transformé radicalement l'économie du pays. Entre 1975 et 1982, les exportations ont augmenté de 28% tous les ans faisant passer les recettes de seulement 11,4 milliards de FCFA à plus de 100. Quant aux recettes fiscales et au Produit Intérieur Brut (PIB), ils ont subi une augmentation annuelle de 20%. Comme le font remarquer Mas et Naudet, (1992), l'accroissement des

richesses de l'Etat a engendré l'abandon de l'impôt forfaitaire sur les revenus et de la taxe sur le bétail.

Sur le plan agricole où la détérioration des conditions climatiques a atteint son point culminant en 1973/74, le département de Maradi a vu sa production d'arachide passer de 139 000 tonnes en 1967 à seulement 30 000 tonnes en 1973². Cette sécheresse a marqué le déclin de l'arachide (à laquelle s'est substituée le niébé) et a placé la reconstitution du cheptel et l'approvisionnement régulier des populations en céréales, au premier rang des préoccupations nationales avec notamment, la création en 1970, de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN).

Ce nouvel Office qui s'est vu également doté de monopole a tenté dans un premier temps de contrôler le marché national en collectant les céréales par le biais de ces propres agents, de l'UNCC, des commerçants agréés et même des chefs de village. Berg et Alexander (1986) font remarquer que l'OPVN, malgré son monopole et la multiplicité des agents collecteurs, n'a détenu guère plus de 20% des parts de marché. Les principaux commerçants basés à Maradi et Zinder ont dominé le commerce, leurs réseaux extrêmement flexibles (Amselle, 1977) leur facilitant la mobilisation des produits tant sur le marché national qu'au Nigeria (Amselle et Grégoire, 1989b). Les tonnages ainsi collectés étaient ensuite vendus sur le marché, mais également livrés à l'OPVN. Ce commerce transfrontalier qui permettait également au Niger d'écouler son niébé a pris une telle proportion qu'au début des années 80, l'Etat l'a réglementé à travers un régime spécial de licences et droits à l'importation. Egg *et al.* (1993) estiment entre 100 000 et 200 000 tonnes, les quantités de mil, sorgho et maïs qui ont annuellement traversé la frontière entre 1974 et 1980.

La période du boom de l'uranium a été marquée par une forte intervention dans la commercialisation des produits agricoles dominés par les céréales et le niébé. La volonté étatique d'atteindre l'autosuffisance alimentaire tout en poursuivant la modernisation du pays a engendré un lourd endettement du pays³. Avec la baisse des cours de l'uranium à partir de 1980-81, des déséquilibres macroéconomiques n'ont pas tardé à apparaître au point que l'Etat s'est engagé à les corriger, avec l'appui du Fonds Monétaires International (FMI) et de la Banque Mondiale.

3.3 L'avènement des Programmes d'Ajustement Structurel

L'orientation de l'intervention de l'Etat en faveur de l'économie de marché s'est concrétisée à partir de 1982-83 par la liquidation et la privatisation de plusieurs entreprises publiques, mais aussi, par la libéralisation de l'économie, c'est - à - dire, le désengagement de l'Etat des activités de production et de commercialisation.

Dans le domaine agricole, l'Etat s'est retiré des activités de production et de commercialisation, laissant la place aux commerçants privés longtemps contraints d'opérer dans la clandestinité ou dans l'ombre des structures publiques.

² Durant la même période, la production de mil est passée de 148 000 tonnes à 98 000 tonnes tandis que le nombre de bovins est passé de plus de 4 millions à seulement 2 millions.

³ Cf. Profil 12 : Politique et impact, pour plus de détails sur le niveau d'endettement du pays durant cette phase.

Leur mode d'intervention s'est mis à grand jour et a fait apparaître des réseaux pyramidaux (Amselle et Grégoire, 1989a), au centre desquels se trouvent les patrons qui se basent sur des assembleurs et des rabatteurs pour collecter des produits dominés par les céréales et le niébé. Les tonnages sont ensuite écoulés dans les grands centres urbains et dans les zones déficitaires en passant par des intermédiaires et des détaillants.

Cette période a été caractérisée également par la fréquentation directe du marché nigérien par les opérateurs du Nigeria (Hamadou, 1997). Le taux de change favorable du Naira et les importantes quantités de produits qu'ils détenaient leur ont permis, très rapidement, d'asseoir une domination sur le marché nigérien.

Les réseaux de commerçants de Maradi ont perdu leur domination dans la zone de Tahoua et Dosso, tandis que ceux de Zinder ont perdu à leur tour le contrôle du marché dans la zone de Diffa. Quant à la ville de Niamey qui présente le marché de consommation le plus important du pays, les réseaux de Maradi ont été contraints de le partager avec leurs homologues de Zinder mais surtout avec leurs anciens partenaires du Nigeria.

Les commerçants locaux qui ont eu du mal à résister à la concurrence des Nigériens ont tenté de mettre en place, essentiellement dans les grandes villes (Maradi, Niamey et Dosso), des barrières à l'entrée pour empêcher les Nigériens de vendre directement aux consommateurs (Hamadou, 1994). Ces derniers se sont alors repliés vers des zones où la présence des réseaux locaux était faible et ils ont transformé les places de marchés en de véritables plaques tournantes du commerce de produits agricoles d'origine nigérienne. C'est le cas par exemple de Tounfafi et Badaguichiri dans le département de Tahoua. Le contrôle direct de ces points de vente a permis ainsi aux Nigériens de mobiliser assez rapidement, des francs CFA qui ont ensuite été convertis dans les autres devises indispensables pour les transactions sur le marché mondial. Au début des années 90, ce commerce portait sur environ 100 000 tonnes de mil, maïs et sorgho. Il drainait également 70 à 80% des 400 000 tonnes de la production nigérienne de niébé et environ, 70 % des 60 à 100 000 tonnes de souchet dont la production était essentiellement concentrée dans le département de Maradi (Hamadou, 1999a).

3.4 Depuis la dévaluation du franc CFA

A la veille de la dévaluation du FCFA, le commerce des produits agricoles portait sur diverses catégories de produits : céréales, légumineuses et tubercules. Toutefois, il était dominé par les céréales, le niébé et le souchet. Le marché nigérien était alors essentiellement tourné vers le Nigeria dont les ressortissants concurrençaient leurs anciens partenaires et alliés des zones de Maradi et Zinder.

Cependant, le refus à partir d'août 93 par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de racheter les francs CFA qui se trouvaient en dehors de leur zone d'émission et la dévaluation du franc CFA du 12 janvier 1994 ont profondément modifié cette situation (Grégoire et Labazée, 1995). Dès lors que les francs CFA ne présentaient plus d'attrait pour les opérateurs nigériens, ces derniers ont déserté le marché nigérien après avoir pris soin d'investir leurs devises dans l'achat du niébé, du souchet et du bétail dont les exportations avaient considérablement augmenté au lendemain de la dévaluation.

Au milieu des années 90, la situation alimentaire s'est dégradée dans les deux pays, obligeant les Nigériens à se tourner vers de nouvelles sources d'approvisionnement au rang desquelles, le Bénin, le Burkina, le Ghana et la Côte d'Ivoire (Hamadou, 1999b).

3.5 Conclusion sur l'évolution du commerce des produits agricoles

L'évolution du commerce des produits agricoles permet de distinguer deux grandes périodes : avant 1970 où le marché était dominé par l'arachide (Collins, 1974) et depuis 1973 où la dégradation des conditions climatiques a fait alterner des périodes de sécheresse et de relative humidité. La croissance démographique, l'urbanisation et la demande nigérienne ont placé successivement, les céréales, le niébé et le souchet au premier rang du commerce des produits agricoles.

Par ailleurs, tout au long de ce processus, les commerçants de Maradi situés au sud du pays ont été, tout comme ceux de Zinder, en contact direct avec les firmes européennes, les structures étatiques de commercialisation et leurs homologues du Nigeria. Le système de commercialisation en a été fortement influencé et a permis l'émergence de réseaux marchands, à la fois structurés et flexibles qui ont réussi à contourner les obstacles douaniers émanant des disparités de politiques économiques entre les deux pays.

L'évolution des conditions agroclimatiques et des politiques économiques dans les deux pays a conféré aux relations entre ces acteurs une nature de complémentarité, puis de concurrence et de retrait (Grégoire et Labazée, 1993). Cependant, ces éléments ne sauraient être les seuls déterminants de la commercialisation des produits agricoles.

4 PRINCIPAUX DETERMINANTS DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

Les échanges des produits agricoles très importants dans la zone de Maradi ont de tout temps été largement tributaires de la situation au Nigeria, ce qui confère à ce commerce, son caractère transfrontalier. De ce fait, les déterminants peuvent être étudiés à deux niveaux, d'abord à l'échelle des ménages puis, au niveau transfrontalier.

Il convient de rappeler que l'examen de ces déterminants se base d'une part, sur des données secondaires et d'autre part, sur des enquêtes menées auprès de 40 exploitants dans les quatre villages échantillon que sont Dan Kullu, Sharken Hausa, Magami et Jiratawa. Ces enquêtes ont porté entre autre, sur les déterminants actuels de la participation des ménages au commerce des produits agropastoraux.

4.1 Déterminants du commerce à l'échelle des ménages

A l'échelle des ménages, les déterminants du commerce des produits agricoles peuvent être situés dans le temps.

Comme mentionné plus haut (chapitre 3), il a fallu attendre la pacification de la région pour voir un rapide essor du commerce dans la zone de Maradi. Tout au long de la

colonisation et de la première décennie d'indépendance, ce commerce a essentiellement porté sur l'arachide. Plusieurs déterminants expliquent cette situation. En premier lieu, on retiendra l'existence de conditions climatiques favorables qui permettaient à la production céréalière de couvrir les besoins de la population encore peu nombreuse. En second lieu, il y a toutes les mesures prises par les autorités, tant du temps de la colonisation qu'après l'indépendance. Il s'agit d'une part, de la garantie des prix doublée de la pression fiscale. D'autre part, on peut citer toutes les mesures qui ont permis la facilitation de l'écoulement de la production, notamment, l'opération " Hirondelle " et la multiplication des places de marchés qui a permis aux maisons de traite et plus tard à la SONARA de rassembler plus facilement les arachides (Cf. Profil 12).

Pendant la période de la politique d'autosuffisance alimentaire, l'examen de l'évolution des productions a montré que l'arachide a été reléguée au second plan au profit des céréales et du niébé. Durant cette période, le commerce était essentiellement tourné vers le Nigeria. Il portait sur quatre groupes de produits (Niger, DPP, 1986) : les produits agricoles (mil, sorgho, niébé et arachide), le bétail, les produits manufacturés et enfin, les marchandises en transit. Durant cette période de forte instabilité climatique, le commerce des grains était très actif. Cependant, pour l'essentiel, il s'agissait de produits importés du Nigeria. A partir des marchés de Gabi et Dan Issa dans le sud du département, les travaux de Swinton et Assoumane (1986) font apparaître :

- Une prédominance du mil et du sorgho du Nigeria de mai à septembre ;
- Une prédominance du maïs importé durant toute l'année ;
- La prédominance de l'arachide importée de mai à octobre sur le marché de Gabi et de mai à septembre sur celui de Dan Issa.
- L'absence de niébé importé durant toute l'année sur les deux marchés.
- En ce qui concerne la décennie 90, les enquêtes réalisées montrent que les produits agricoles peuvent être classés en deux groupes.

Le premier concerne les cultures vivrières (mil et sorgho) pour lesquelles, la commercialisation délibérée ne se fait que dans les cas de rare abondance. En effet, la plupart du temps, la commercialisation de ces produits s'effectue dans des cas d'extrême urgence: le paysan qui n'a rien à offrir se trouve dans l'obligation de vendre une fraction de sa production déjà insuffisante. Les mobiles les plus cités sont, les dépenses de santé, l'absence de bétail, les cérémonies (mariage, funérailles, etc.).

Le second groupe de produits concerne les cultures de rente, notamment, l'arachide, le niébé, le souchet, le sésame ou encore le coton. Le tableau 6 donne une idée des quantités exportées de niébé et de souchet par le département de Maradi entre 1994 et 1997. Dans la plupart des cas, les ressources tirées de la commercialisation de ces produits servent à payer des céréales ou à reconstruire le cheptel.

En ce qui concerne les produits de l'élevage, il convient de mentionner que le bétail constitue aujourd'hui encore, la principale source d'accumulation des ménages ruraux. Les ventes délibérées se font essentiellement pour la réforme. Le cas échéant, il s'agit essentiellement de trouver des ressources pour payer les vivres dont la production n'arrive plus à couvrir les besoins des familles. Il convient tout de même de préciser qu'il y a une hiérarchisation des espèces, les bovins et les ovins moins résistant à la famine par rapport aux caprins étant vendus en première position.

Tableau 6 : Exportations de niébé et souchet dans le département de Maradi (tonnes)*

	1994	1995	1996	1997
Niébé	1 106	19 310	6 440	14 058
Souchet	9 212	24 233	25 863	7 279

Source : D'après données DPV.

* Il s'agit des quantités effectivement recensées par l'unique poste de contrôle phytosanitaire du département qui est basé Dan Issa. Du fait de la porosité de la frontière, on considère que les statistiques sont toujours estimées. La Direction de la Protection des Végétaux (DPV) estime que le taux de sous estimation est de 55% tandis que le Système d'Information sur le Marché des céréales (SIM) porte ce taux à 60%.

4.2 Déterminants du commerce transfrontalier

Ils reposent sur deux groupes de facteurs profondément liés. Le premier est d'ordre structurel et peut être qualifié de socioculturel et historique. Quant au second groupe, il est d'ordre socio-économique et dépend fortement des stratégies des acteurs largement influencées par les options de politiques.

Déterminants socioculturels

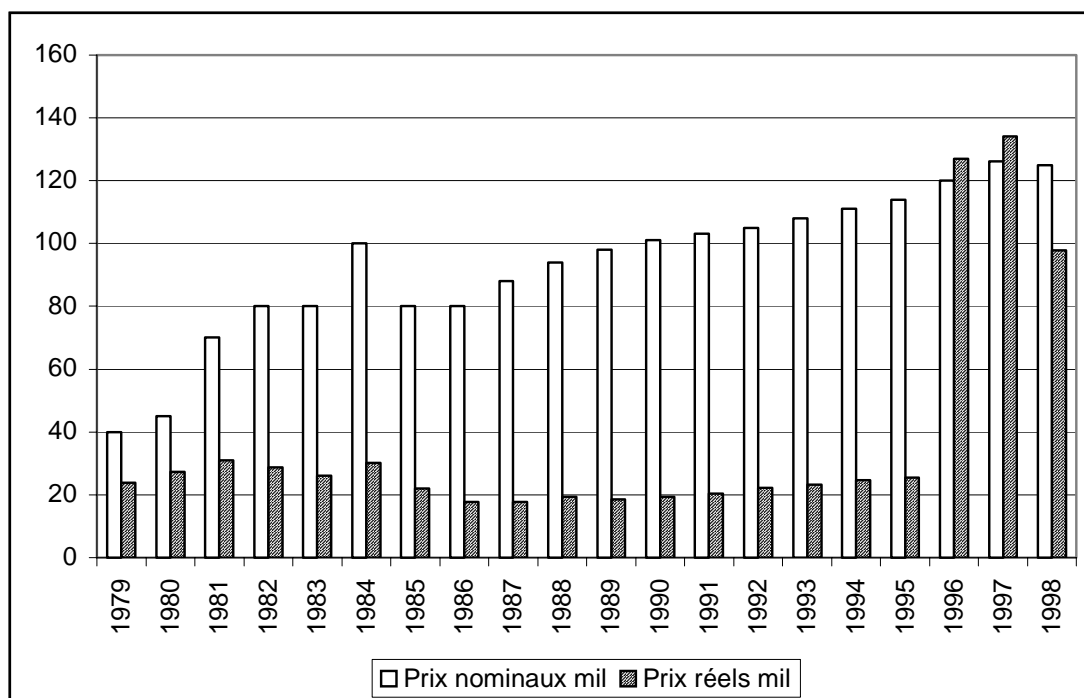
Dans les échanges commerciaux entre Maradi et la zone de Kano, les déterminants socioculturels peuvent être vus à deux niveaux.

Le premier se rapporte à la répartition de part et d'autre des frontières, des populations de même ethnie, voire de la même famille. C'est le cas des communautés Haoussas, Peuhls et Kanouri qui échangent fréquemment des produits de terroirs : légumineuses et bétail du nord contre céréales et tubercules du sud. Toutefois, l'intensité de ces échanges peut avoir un caractère saisonnier lié notamment à des facteurs religieux tels que, les fêtes de Noël, Ramadan ou Tabaski qui influencent périodiquement les échanges de céréales, niébé, souchet et bétail (Grégoire et Labazée, 1993).

Le second groupe de déterminants socioculturels se rapporte au niveau de récolte de chacun des produits échangés. S'il est vrai que les producteurs sont à la quête de revenus, tandis que la répartition des mêmes communautés ethniques de part et d'autre des frontières est source d'échanges, il n'en demeure pas moins que le niveau de production constitue avant tout l'élément déterminant.

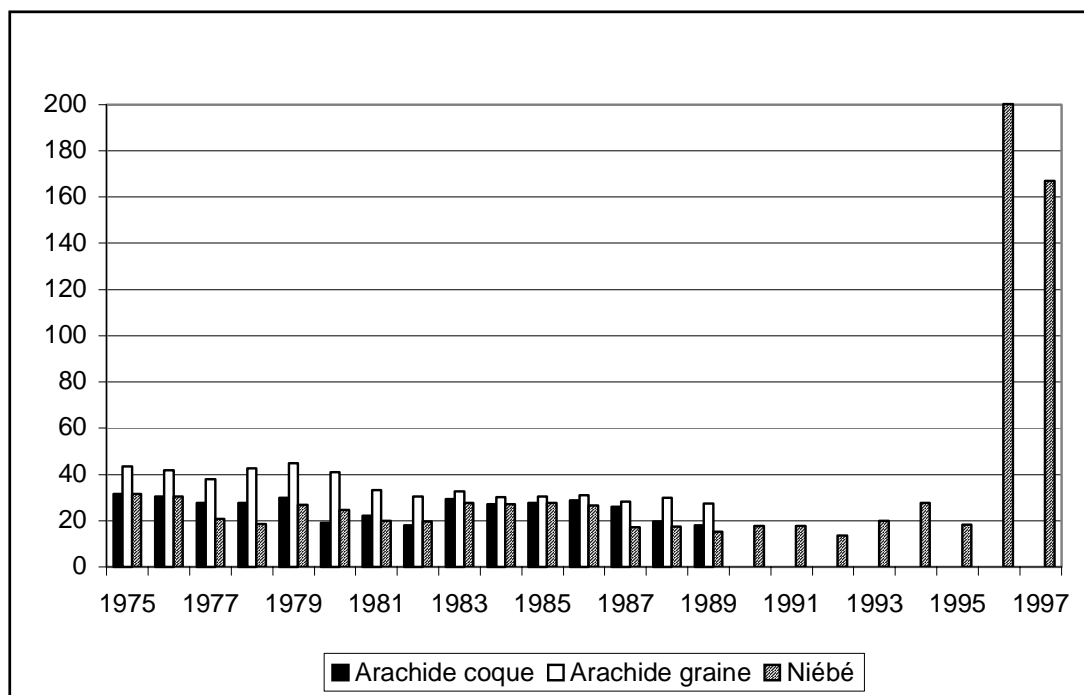
L'évolution du commerce des produits agricoles montre que tant que la population n'était pas nombreuse, la commercialisation des productions agricoles essentiellement portait sur l'arachide. Plus tard, avec la poursuite de la dégradation des conditions climatiques et la croissance démographique, les céréales sont devenues rares et ont vu leurs prix nominaux augmenter de façon considérable. Toutefois, l'inflation a été très forte durant cette période, de sorte que, en terme réel, la hausse des prix a été très faible, sauf, à partir de 1994 (figures 9 et 10).

Figure 9 : Prix nominaux et prix réels perçus par les producteurs de mil à Maradi, 1970-1999 (FCFA/kg)



Source : D'après données MAGEL.

Figure 10 : Prix réels au producteur pour les cultures de rente, 1970-1999 (FCFA/kg)



Source : D'après données MAGEL.

Du fait de la forte inflation, on peut dire que les producteurs dont les surplus commercialisables étaient du reste faibles, ont très peu bénéficié de l'augmentation des prix. Cependant, malgré cette relative faiblesse des prix réels perçus, les paysans ont réussi à épargner et à investir dans plusieurs secteurs.

En premier lieu, on peut citer les investissements dans le matériel agricole à travers les Unités de Cultures Attelées (UCA) détenues par 32,5% des exploitations enquêtées (dans les quatre villages), des semoirs détenus par 12,5% des exploitations enquêtées et des charrettes bovines et ânes détenues par 50% de l'échantillon (tableau 7). Cependant, pour l'essentiel, ces investissements ont été réalisés à partir des années 80 (Annexe 1, tableau A2).

Tableau 7 : Pourcentage de ménages enquêtés détenant du matériel agricole

	Semoir	Charrette bovine	Houe	Hilaire	Râteaux	Dabas	Haches	UCA
S. Hausa	30	60	100	100	60	90	50	10
Dan Kullu	0	20	100	100	70	50	40	10
Magami	10	40	100	100	50	100	20	50
Jiratawa	10	60	100	0	100	100	60	60

Source: Enquêtes villageoises, septembre 1999.

En second lieu, on peut retenir les investissements dans l'achat de la terre avec 7,41% des champs achetés à Dan Kullu, 37,50% à Sharken Hausa, 39,22% à Magami et 48,53% Jiratawa (tableau 8).

Tableau 8 : Mode d'acquisition de la terre dans les villages enquêtés (% des champs recensés)

Villages	D. Kullu	S. Hausa	Magami	Jiratawa
Héritage	61,11	62,50	47,06	19,12
Achat	7,41	37,50	39,22	48,53
Gage	25,93	0,00	3,92	1,47
Défrichage	1,85	0,00	1,96	1,47
Prêt	0,00	0,00	5,88	7,35
Don	3,70	0,00	1,96	0,00
AHA	0,00	0,00	0,00	20,59
Location	0,00	0,00	0,00	1,47
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Tableau 9 : Animaux recensés par exploitation en fonction du sexe du propriétaire

	Bovins		Ovins		Caprins		Asins		Poules		Pintades		Canards	
	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.	Nb. Fem.	Nb. Hom.
Dan Kullu	12	20	25	49	65	9	3	6	21	79	7	0	0	0
Sharken Hausa	0	20	21	11	46	28	20	16	0	0	0	0	0	0
Magami	0	14	10	4	60	0	0	4	10	33	0	17	0	0
Jiratawa	5	27	19	11	29	0	0	8	0	9	0	12	0	10

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

En troisième lieu, on retiendra les investissements dans le bétail dont le tableau 9 donne la situation par sexe et par village.

Il apparaît que la commercialisation des produits agricoles a été très importante dans la zone de Maradi en relation avec Kano au nord Nigeria. Pour l'essentiel, il s'agit de produits d'origine nigériane, en particulier pour les céréales. Cependant, dès que le Niger bénéficie de conditions pluviométriques favorables, on a assisté à un léger tarissement des flux. C'est le cas, notamment, en 1994 où la production nigérienne de mil et de sorgho a atteint 2 millions de tonnes, niveau record qui a fait sensiblement baisser les importations céréalières. Ces dernières n'ont d'ailleurs porté que sur le maïs, céréale dont la production est insignifiante au Niger.

Le rôle déterminant du niveau de production s'est exprimé une fois de plus dans la situation vécue entre 1995/96 et 1997/98 où les trois campagnes agricoles ont été déficitaires au Niger à raison de plus de 200 000 tonnes par an (Niger, MAGEL, 1995, 1996, 1997). Alors que l'on s'attendait à des importations massives en provenance du Nigeria, on a constaté une baisse des flux céréalières. D'après le Système d'Information sur le Marché des céréales (SIM), cette situation aurait résulté d'une baisse de la production au Nigeria, conséquence de l'inaccessibilité des petits producteurs aux intrants agricoles du fait de la suppression des subventions de la part du gouvernement fédéral (SIM, 1997). Pour pallier aux difficultés d'approvisionnement au Nigeria, les réseaux marchands ont dû se tourner vers le Mali en ce qui concerne le mil et, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso en ce qui concerne le maïs.

Les déterminants socioéconomiques

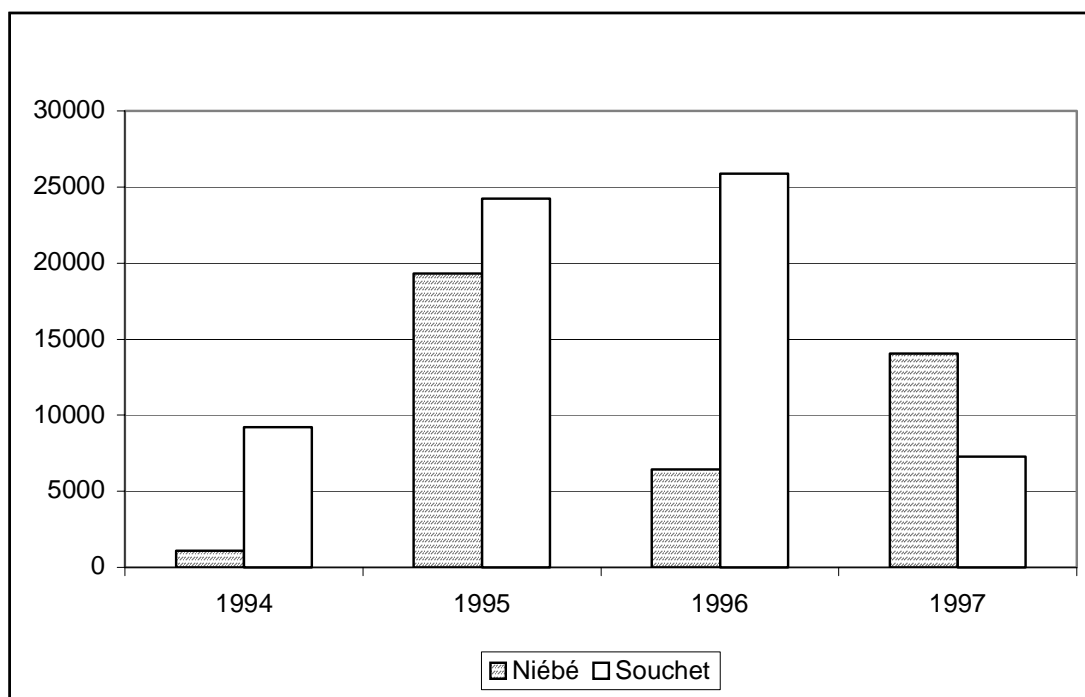
Ils se rapportent à la fois aux décisions prises par les gouvernements, notamment les options de politiques macro-économiques et aux événements qui interviennent dans les Etats.

En ce qui concerne les options de politiques macroéconomiques, la première illustration date de la colonisation, lorsque l'administration française avait décidé de l'instauration d'une frontière douanière à Maradi. Dès son application, cette décision a engendré l'émigration des commerçants au Nigeria où les prix étaient plus intéressants et le commerce plus rentable. Il en est de même pour les arachides dont les flux se sont inversés en fonction du niveau des prix de part et d'autre des frontières des deux colonies. Plus récemment encore, les changements de politiques économiques, tant dans la zone Franc qu'au Nigeria, en ont donné une illustration (Hamadou, 1999b).

Dans le cadre de la zone Franc, trois dates fondamentales peuvent être retenues. D'abord, il y a eu le 2 août 1993 où sur décision des chefs d'Etat, le CFA est devenu inconvertible avec en toile de fond, la suspension du rachat par les banques centrales, des billets se trouvant en dehors de leur zone d'émission. Ensuite, il y a eu le 16 septembre 1993 où la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a étendu à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), la suspension de rachat des billets émis en dehors de sa zone. Enfin, il y a eu le 12 janvier 1994 où, pour la première fois depuis sa création en 1948, le franc CFA a été dévalué de 50%. Les francs CFA détenus par les opérateurs nigériens n'étant plus utiles pour les transactions sur le marché international, il a donc fallu les recycler et rapidement. Cette situation a donné lieu à une activation du commerce transfrontalier au lendemain de la dévaluation. Celui-ci a porté

essentiellement sur le bétail, le niébé et le souchet (Hamadou, 1999b). Le figure 11 en donne une illustration à partir des exportations de souchet et niébé enregistrées par le poste de contrôle phytosanitaire de Dan Issa à Maradi.

Figure 11 : Exportations enregistrées de souchet et niébé à Dan Issa, 1993/94-1995/96 (tonnes)



Source : Données DPV.

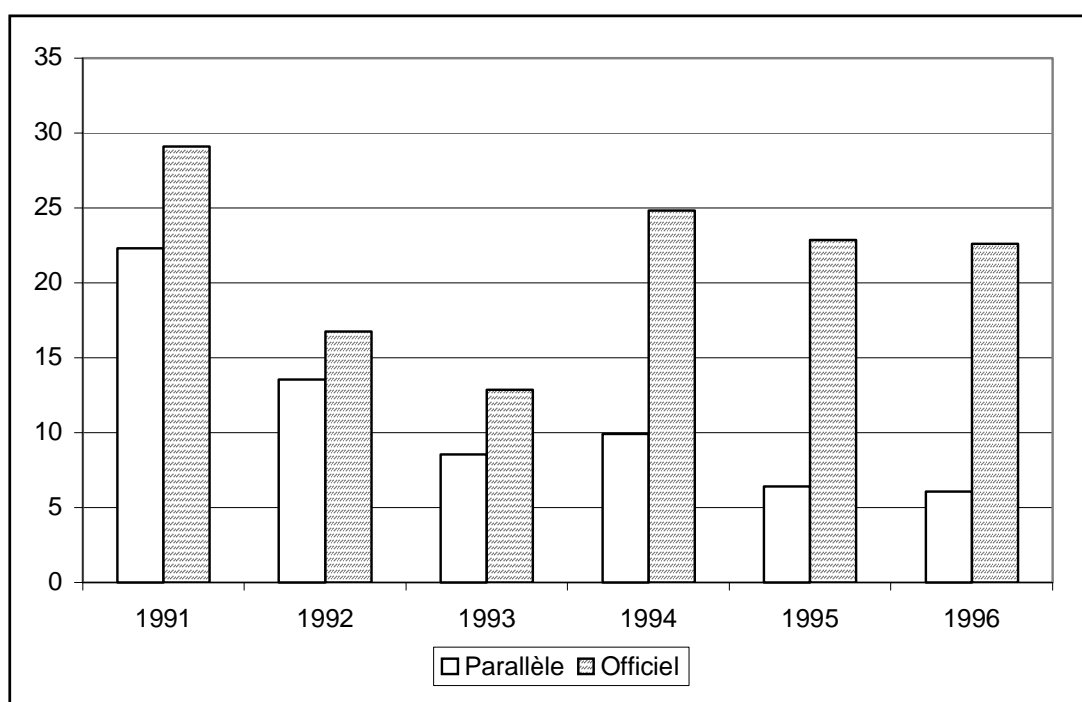
Du côté du Nigeria, on peut également retenir trois décisions prises dans le cadre de la nouvelle politique économique et monétaire où la stabilisation du Naira constituait une des priorités (Grégoire, 1995). D'une part, la nouvelle politique a conféré un rôle prépondérant à la Banque Centrale à travers l'instauration du contrôle des changes et le retour à un régime de taux de change fixe. D'autre part, elle a réévalué la monnaie en fixant le taux de change à 22 nairas pour 1 dollar US tout en fixant à 2 500 dollars au maximum la vente des devises autorisées aux banques commerciales et de développement agréées. Enfin, elle a fixé le taux de d'intérêt à 21% contre 45 à 60% sur le marché.

Cette réévaluation officielle du Naira a engendré un accroissement de la demande de dollars, devise indispensable pour les transactions internationales. La banque centrale ne pouvant satisfaire la demande, les opérateurs économiques se sont rués sur le marché parallèle, n'hésitant pas à brader les Nairas dont la dépréciation a été accélérée.

On retiendra donc que la commercialisation des produits céréaliers quoi que très importante dans la zone de Maradi, a porté en réalité sur des produits d'origine nigériane. En effet, depuis la grande sécheresse des années 70 et la récurrence des mauvaises campagnes agricoles, la croissance de la production dans la zone de Maradi

est restée en deçà de celle de la population⁴. Le commerce s'est donc tourné vers le Nigeria, pays avec lequel, le Niger a partagé les mêmes communautés ethniques et a mené un politique économique différente. De cette situation a émergé des déterminants socioculturels et socioéconomiques sur lesquels les acteurs du marché se sont appuyés pour développer leurs activités.

Figure 12 : Taux de change parallèle et officiel du Naira entre 1991 et 1996



Source : D'après données BCEAO et SIM/OPVN.

5 CONCLUSION

Au terme de cette étude, on retiendra que les productions agricoles ont connu une évolution en dents de scie dans la zone de Maradi. Cette évolution qui est indissociable de celle de la pluviométrie a été largement influencée par les options de politiques agricoles et de développement.

L'analyse révèle en effet que, lorsque les preneurs de décision se sont intéressés à une culture donnée, les actions d'accompagnement développées ont permis son émergence. C'est le cas de l'arachide pendant la période coloniale et la première décennie d'indépendance. C'est le cas également, des céréales et du niébé, au lendemain des

⁴ On estime à 4,24%, le taux d'accroissement annuel de la population du département de Maradi entre 1988 et 1998. Durant la même période, le taux d'accroissement annuel s'est établi à 4,05% pour le mil et -1,85% pour le sorgho. Au total, le taux d'accroissement annuel des deux principales céréales s'est chiffré à 2,53%. Même si le vrai taux d'accroissement a été plutôt 3%, il y a eu une manque.

grandes sécheresses de 1973/74 et 1983/84. Toutefois, les décisions des producteurs eux-mêmes, ne sauraient être négligées comme en témoigne l'abandon systématique de l'arachide dans les années 70 puis son retour dans les systèmes de production dans les années 90, alors même que l'Etat s'était totalement désengagé du secteur.

Avec l'avènement des programmes d'ajustement structurel, le retour aux mécanismes de marché a favorisé la diversification des productions qui a été caractérisée par le développement de nouvelles spéculations aux côtés des céréales traditionnelles dont la production a continué d'augmenter sous l'effet de la demande alimentaire non forcément marchande. En effet, ces productions ont fait de moins en moins l'objet de commercialisation de la part de ménages ruraux acheteurs nets de céréales pendant la période de soudure. La satisfaction de la demande alimentaire a semblé s'opérer pour une part non négligeable, à partir des importations.

Au plan des investissements force est de constater, que malgré la faiblesse des revenus du fait des prix réels trop bas, certaines exploitations ont pu investir tant dans les équipements agricoles que dans la terre et le bétail. Pour l'essentiel des investissements qui ont été opérés après la sécheresse de 1984, les revenus ont semblé provenir du développement des activités d'embouche bovine et ovine qui ont consacré par ailleurs une transformation de l'élevage dont le caractère contemplatif a eu tendance à disparaître, du moins dans la zone sud densément peuplée.

ANNEXE 1 : INFORMATIONS SUR MARADI

Tableau A1 : Informations générales sur les quatre villages échantillon

Villages	Dan Kullu	Sharken Hausa	Magami	Jiratawa
Arrondissement (densité en 1988)	Mayahi (34,92)	Mayahi (34,92 hab. / km ²)	Aguié (61,19)	Madarounfa (55,00)
Canton (densité en 1988)	Mayahi (37,42)	Mayahi (37,42)	Aguié (51,44)	Jiratawa (54,54)
Ethnies en présence	Hausa Peuhl Kanouri	Hausa Touareg Kanouri	Hausa Peuhl Touareg	Hausa Touareg
Population du village	2200	4500	2000	7000
Type d'habitat	Groupé	Groupé	Groupé	Groupé
Type de construction	Paillote Case à toit en paille Banco Semi – dur	Paillote Case à toit en paille Banco Semi – dur	Paillote Banco Semi – dur	Paillote Banco Semi – dur Dur
Nombre d'infrastructures (année de construction)	1 route latéritique (1990) 1 école (1962) 1 centre de santé (1999) 1 centre d'alphabétisation (1995) 1 service d'élevage (1981) 2 puits cimentés (1972) 3 moulins (1998) 1 magasin coopératif (1984)	1 route latéritique (1975) 1 école (1950) 1 centre de santé (1994) 1 centre d'alphabétisation (1995) 3 puits cimentés (1964) 1 magasin coopératif (1982) 1 forage (1992) 1 fontaine (1997)	1 route latéritique (1984) 1 école (1979) 1 centre de santé (1979) 1 centre d'alphabétisation (1996) 1 pharmacie (1989) 2 puits cimentés (1974) 1 marché (1849) 4 moulins (1984)	1 route latéritique (1982) 1 école (1959) 1 centre de santé (1997) 1 nigelec (1998) 1 sonibrique (1975) 1 pharmacie (1992) 1 banque d'intrants (1983) 1 marché (1849) Périmètre irrigué (1981) 2 magasin coopératif (1983) 4 moulins (1997)
Intervention de projet ou institution (année)	UNCC (1976) BIT (1990) CARE – BRK (1990)	UNICEF (1993) INSO (1994) FENU (1997) UNICEF (1999) UNDP (1999)	UNICEF (1988)	FAO (1995) ADF (1996) INRAN (1996) UNICEF (1999) UNDO (1999)

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Tableau A2 : Années d'acquisition du matériel agricole dans les différents villages enquêtés

	Semoir	Charrette bovine	Houe	Hilaire	Râteaux	Dabas	Haches	UCA (hors semoir)
Sharken Hausa	1998, 1999	1979, 1984, 1996, 1997, 1998	1996, 1994, 1995, 1996, 1998, 1999	1988, 1991, 1994, 1997, 1999	1991, 1994, 1998, 1999	1994, 1996, 1997, 1998, 1999	1985, 1992, 1994, 1998, 1999	1984, 1996, 1997
Dan Kullu	-	1984, 1996	1992, 1995, 1996, 1999	1999	1992, 1993, 1994, 1996, 1998	1997, 1998, 1999	1984, 1985, 1989, 1990, 1994	1999
Magami	-	1994, 1997, 1998, 1999	1994, 1996, 1997, 1998, 1999	1994, 1997, 1998, 1999	1992, 1996, 1998, 1999	1992, 1994, 1996, 1997, 1998, 1999	1994	1994, 1998
Jiratawa	1979	1974, 1979, 1982, 1989, 1996	1990, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999	-	1979, 1994, 1995, 1996, 1998	1979, 1989, 1994, 1997, 1998, 1999	1980, 1984, 1991	1979, 1981, 1982, 1989, 1996, 1998

Source: Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Tableau A3 : Evolution de superficies (ha) et productions (tonne) des principales productions du département de Maradi

	Mil		Sorgho		Niébé		Arachide	
	<i>Super.</i>	<i>Product.</i>	<i>Super.</i>	<i>Product.</i>	<i>Super.</i>	<i>Product.</i>	<i>Super.</i>	<i>Product.</i>
1964	-	133 000	-	51 000	-	10 000	-	72 000
1965	-	92 000	-	45 000	-	3 000	-	120 000
1966	-	134 000	-	52 000	-	12 000	-	118 000
1967	-	148 000	-	55 000	-	1 000	-	139 000
1968	-	120 000	-	31 000	-	5 000	-	100 000
1969	-	123 000	-	79 000	-	10 000	-	120 000
1970	-	128 000	-	55 000	-	14 000	-	112 000
1971	-	139 000	-	79 500	-	11 000	-	125 000
1972	-	108 000	-	38 000	-	25 000	-	95 000
1973	-	98 000	-	32 000	-	14 000	-	30 000
1974	-	162 000	-	58 000	-	32 000	-	60 000
1975	-	82 000	-	70 000	-	52 000	-	16 000
1976	-	170 000	-	69 000	-	35 000	-	25 000
1977	-	212 000	-	84 000	-	46 000	-	42 000
1978	514 900	232 000	234 300	95 500	219 800	58 000	73 100	42 000
1979	580 300	241 180	237 700	81 895	304 800	70 875	84 600	40 640
1980	612 730	288 900	412 140	69 900	425 232	106 470	98 290	67 145
1981	632 690	264 970	408 840	81 800	340 462	131 773	84 178	51 844
1982	659 430	268 232	409 225	89 225	362 485	92 516	77 345	35 218
1983	632 314	265 695	403 723	85 325	358 530	73 169	65 107	29 665
1984	643 451	172 260	419 582	61 072	368 186	63 225	8 716	12 054
1985	561 127	308 236	360 461	82 582	377 901	6 773	30 312	952
1986	666 266	292 429	430 284	79 625	476 552	39 003	91 649	8 355
1987	812 353	201 403	528 531	93 262	536 007	61 998	41 329	19 348
1988	807 866	390 102	609 040	174 125	633 357	57 418	14 686	1 702
1989	958 450	296 331	745 790	149 549	713 298	48 574	17 848	7 565
1990	907 425	280 122	819 645	89 277	770 817	57 464	34 982	6 268
1991	1 071 332	382 506	819 644	145 693	955 652	58 489	67 827	16 267
1992	1 047 800	400 777	842 254	67 665	1 015 333	35 664	58 161	26 804
1993	1 098 978	323 756	759 035	62 808	622 860	17 706	47 089	10 065
1994	1 259 918	433 696	695 100	136 733	858 372	57 076	121 316	20 240
1995	1 245 583	474 510	662 022	75 055	865 093	41 312	120 558	34 721
1996	1 216 227	386 175	786 823	85 269	990 546	58 204	154 441	36 096
1997	1 254 477	368 689	760 067	80 082	937 094	34 525	120 314	54 756
1998		579 954		144 494		173 486		53 809

Source : Données MAGEL.

Super. = Superficies ; *Product.* = Production

ANNEXE 2 : METHODOLOGIE UTILISEE POUR LA DETERMINATION DES PRIX REELS DU MIL, DU SORGHO, DU NIEBE ET DU COTON

La détermination des prix réels a été opérée par phases.

D'une part, il a fallu reconstituer la série des prix nominaux pour lesquels trois sources de données ont été considérées.

1. De 1970 à 1983 où le marché était sous contrôle étatique, on a utilisé les prix administrés ;
2. De 1983 à 1989, faute de structure de suivi des prix, on a utilisé les séries publiées par la FAO ;
3. De 1990 à 1998, c'est la base de données du SIM qui a été utilisée. Pour ce faire, un prix moyen a été calculé pour la région à partir des 10 marchés suivis par le SIM dans le département de Maradi. Il s'agit de Aguié, Tchadooua, Dakoro, Dan Issa, El Kolta, Koono, Maradi, Sabon Machi, Sarkin Yama et Tessaoua.

D'autre part, pour le calcul des prix réels aux producteurs, à défaut de l'indice du PIB, ce sont l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) à Niamey et l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) qui ont été utilisés comme déflateurs. Un coefficient de 1,491 permet notamment le raccordement entre les deux indices.

Le calcul des prix réels montre une flambée des prix après la dévaluation. Nous pensons que cette importante augmentation des prix réels aux producteurs à partir de 1994 doit être relativisée. En effet, il est fort probable que la hausse des prix réels a été moindre du fait notamment des indices utilisés.

D'une part, jusqu'en 1997, l'indice qui avait pour base 100 l'année 1962, est établi pour la consommation africaine à Niamey, c'est - à - dire, pour l'ensemble des ménages africains résidant dans la Communauté Urbaine de Niamey et dont aucun membre ne travaille dans une organisation internationale.

D'autre part, en 1998, on a assisté à un changement de base avec élargissement du panier de la ménagère en vue de son harmonisation à l'ensemble des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le panier comporte désormais 346 variétés dont, 125 pour la fonction alimentation, 39 pour l'habillement, 13 pour le logement, 42 pour l'ameublement, 26 pour la santé, 28 pour le transport, 26 pour les loisirs, 9 pour l'enseignement, 9 pour les hôtels et 26 pour les autres biens et services.

Le fait d'utiliser des indices avec des bases différentes mais surtout, un indice calculé pour la ville de Niamey avec des produits, biens et services non consommés par les ruraux, a probablement contribué à accentuer la hausse des prix aux producteurs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMSELLE, J.L. (1977) *Les négociants de la savane : Histoire et organisation sociale des Kooroko (Mali)*. Anthropos, Paris.
- AMSELLE, J.L. et GREGOIRE, E. (1989a) *Politiques nationales et réseaux marchands transnationaux : le cas du Mali et du Niger : nord Nigeria*. INRA/IRAM/UNB, Niamey.
- AMSELLE, J.L. et GREGOIRE, E. (1989b) *Etats et capitalisme en Afrique de l'Ouest*. CNRS/ATP, Paris.
- BERG, E. et ALEXANDER (1986) *La réforme de la politique céréalière dans le Sahel : le Niger*. CILSS/Club du Sahel, Paris.
- COLLINS, J. D. (1974) « Government and groundnuts marketing in rural Hausa Niger : the 1930's to the 1970's in Magaria », dissertation, Doc Phil, John Hopkins University, Maryland, Etats-Unis.
- DAVID, P. (1964) « Maradi : l'ancien Etat et l'ancienne ville : site, population et histoire », *Documents des études nigériennes*, n°18. IFAN/CNRS, Paris.
- EGG, J., CHERIF, C., GREGOIRE, E., HAMADOU, S., KORE, H., MAMOUDOU, M., MAS, D., NAUDET, D. et SOULE, B. G. (1993) *L'économie agricole et alimentaire du Niger : Vers une intégration au marché du Nigeria ?* INRA/UNB/IRAM, Montpellier.
- GREGOIRE, E. (1986) *Les alhazai de Maradi (Niger) : Histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens*. Editions de l'ORSTOM, Paris.
- GREGOIRE, E. (1995) « L'évolution du taux de change parallèle à la frontière du Niger et du Nigeria depuis la dévaluation du franc CFA », *Afrique Contemporaine*, n° 173 : 55-61.
- GREGOIRE, E. et LABAZEE, P. (1993) *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest : logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Karthala/ORSTOM, Paris.
- GREGOIRE, E. et LABAZEE, P. (1995) « Le marché des changes monétaires entre le Niger et le Nigeria », programme « Suivi des échanges commerciaux entre le Nigeria et les pays voisins ». Atelier régional, Cotonou, 19 mai-1^{er} juin 1995.
- HAMADOU, S. (1994) *Le rôle du commerce avec le Nigeria dans le fonctionnement des marchés de céréales au Niger : première approche des changements introduits par la libéralisation*. Ministère de la Coopération, IRAM/INRA/ESR/LARES, Paris.
- HAMADOU, S. (1997) « Libéralisation du commerce des produits vivriers au Niger et mode d'organisation des acteurs privés : Les réseaux marchands dans le système de commercialisation des céréales », Thèse de doctorat du 3^{ème} cycle, Ecole Nationale Supérieure Agronomique, Montpellier.
- HAMADOU, S. (1999a) *Etude sur le suivi des flux transfrontaliers de céréales au Niger : conditions générales de commerce et de transit transfrontaliers*. CILSS/Club du Sahel, DIAPER III, Niamey.
- HAMADOU, S. (1999b) « La hausse des prix des céréales au Niger : Constat et analyse des principaux déterminants », SAH/D(99)492. Club du Sahel/OCDE, REDES, Paris.
- HAMADOU, S. (1999c) *Evolution des marchés céréaliers dans les pays du Sahel : diagnostic et mise en perspective. Cas du Niger*. Club du Sahel/OCDE, Niamey.

- HAMADOU, S. (2000) *Politiques nationales et investissement dans les petites exploitations agricoles du Niger : L'exemple du département de Maradi*. Overseas Development Institute, Londres.
- LUXERAU, A. et ROUSSEL, B. (1997) *Changements écologiques et sociaux au Niger*. Etudes Africaines/L'Harmattan, Paris.
- MAS, D. et NAUDET, D. (1992) *Réflexion sur l'économie nigérienne : bilan, problématique et enjeux*. Ministère des Finances et du Plan, Niamey.
- MORTIMORE, M. (2000) « Profile of rainfall change and variability in the Kano-Maradi Region, 1960-2000 », *Drylands Research Working Paper 25*. Drylands Research, Crewkerne, Royaume Uni.
- NIGER, DDP (1985) « Situation socioéconomique du département : année 1984 », avec un bilan d'exécution de la première année du programme intérimaire de consolidation. Direction Départemental du Plan, Maradi.
- NIGER, DDP (1986) *Synthèse de la contribution du département de Maradi aux travaux préparatoires du plan quinquennal : 1986-1990*. Direction Départementale du Plan, Maradi.
- NIGER, MP (1991) *Annuaire statistique : séries longues*. Ministère du Plan, Direction de la Statistique et de la Démographie, Niamey.
- NIGER, MAGEL (1995) *Résultats définitifs de la campagne agricole d'hivernage 1994/95*. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Niamey.
- NIGER, MAGEL (1996) *Résultats définitifs de la campagne agricole 1995/96*. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage/DIAPER III, Niamey.
- NIGER, MAGEL (1997) *Résultats définitifs EPER : Campagne d'hivernage 1996/1997*. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage/DIAPER III, Niamey.
- NIGER (1999) « Etude d'un nouveau système de gestion de l'eau et d'entretien des périmètres irrigués ». PGI/BDPA, Niamey.
- SIM (1997) *Annuaire des prix des céréales au Niger 1990-1996*. SIM/OPVN, Niamey.
- SWINTON, S. M. ET ASSOUMANE, M. (1986) *La réponse des marchés agricoles au sud de Maradi à la sécheresse de 1984*. Projet USAID : Analyse des politiques agricoles. INRAN/DECOR, Maradi.
- RAYNAUT, Cl. (1980) *Recherches multidisciplinaires sur la région de Maradi : rapport de synthèse*. Université de Bordeaux.
- TIFFEN, M. (1997) « Comment favoriser l'investissement paysan dans l'amélioration de l'agriculture ? », *Cahiers d'Outre-Mer*, 50/197 : 89-104.
- TIFFEN, M. et MORTIMORE, M. (1994) (1994) *More people, less erosion: environmental recovery in Kenya*. John Wiley & Sons, Chichester, Royaume Uni.